

Le Marxisme Vivant

Revue du KoorKom

(Comité Coordinateur pour la construction d'un Parti Ouvrier International)

Numéro 3 - mai 2001

**Quelles perspectives pour
La lutte du peuple
palestinien ?**



Présentation

Nous publions ici en français les articles concernant **la lutte du peuple palestinien**, du troisième numéro de la revue 'Marxismo Vivo' (le Marxisme Vivant - voir www.marxismalive.org). Cette revue est publiée en espagnol, en portugais et en anglais par le KoorKom, le Comité de Coordination pour la Construction d'un Parti Ouvrier International. Voici un extrait de la présentation de cette revue lors de son premier numéro :

Après les révolutions dans l'Est européen, un débat s'est ouvert entre des milliers de militants dans le monde entiers. D'abord restreint aux organisations et aux milieux académiques, il pénètre maintenant profondément, dans la révolution équatorienne, dans l'insurrection de Cochabamba, dans les grèves sud-africaines, dans les luttes des étudiants indonésiens, mexicains, etc.

Pour discuter quoi? Absolument tout, tant sur le plan théorique comme en politique. Le caractère des États de l'Est. Le rôle de Cuba. Le rôle de l'impérialisme. La validité de la révolution socialiste, du parti, de la lutte des classes, de la violence révolutionnaire...

Nul doute que la lutte du peuple palestinien est au centre de la lutte de classe mondiale. D'autre part, la plus grande puissance impérialiste, en guerre permanente contre des peuples un peu partout dans le monde, tuant entre autres 60 000 irakiens par an, vient d'être touché par un attentat qui a coûté la vie à des milliers de travailleurs, otages de cette politique destructrice. Nous sommes convaincus que le terrorisme individuel, séparé des mobilisations et des actions des masses, n'a aucune utilité pour mettre fin à ce système d'oppression, au contraire. Mais l'impérialisme américain, qui n'a jamais demandé pardon pour les 300 000 japonais tués par ces bombes atomiques, en est l'ultime responsable et ne pense à autre chose que de mettre en place 'la première guerre du XXIème siècle'. D'autre part, non seulement l'état terroriste d'Israël a profité de l'occasion pour intensifier ses attaques meurtrières contre le peuple palestinien, mais nos gouvernements aussi emboîtent le pas au gouvernement de Bush en se cachant derrière le fameux art. 5 de la charte de l'OTAN.

Une réflexion sur ce qui est en jeu en Palestine est donc plus que jamais utile. Une réflexion ... pour mieux orienter notre lutte !

ISRAEL :

CINQ DECADES DE PILLAGE ET DE NETTOYAGE ETHNIQUE

CECÍLIA TOLEDO

Journaliste et Membre de PSTU - Brésil

"C'était vers une *terre sans peuple* que lentement, vers la fin du siècle dernier, un *peuple sans terre* a commencé à se déplacer."¹ Cette histoire, qui a été propagée tambour battant dans les têtes des peuples du monde entier depuis la fondation d'Israël en 1948, commence à s'émietter maintenant, et cela non seulement par l'activité des marxistes révolutionnaires mais aussi grâce aux israéliens eux-mêmes. Tom Segev, un des historiens contemporains les plus remarquables d'Israël, a démontré récemment à quel point c'est faux, dans un interview à la Folha S. Paulo.² Auteur du livre "*1949 - Les premiers israéliens*", Segev se base sur le journal du père fondateur d'Israël, David Ben Gurion, qui y décrit sa politique pour forcer la sortie des arabes hors du pays nouvellement créé. Le livre, qui avant était répudié parce qu'il montrait que la version officielle à la mode était une fantaisie et que les arabes n'ont pas quitté Israël de bon gré mais ont été expulsés sans pitié, est maintenant adopté même dans les programmes scolaires.

Cette "reconnaissance" de la part de l'histoire officielle est plutôt un peu en retard, si on prend en considération que d'autres auteurs, surtout marxistes, avaient déjà raconté amplement la vraie histoire du sionisme et avaient dénoncé une des falsifications les plus spectaculaires de l'histoire jusqu'à ce jour. Une figure remarquable parmi ces historiens marxistes était Abraham Léon, tué dans les chambres de gaz d'Auschwitz quand il avait 26 ans et auteur d'un livre important, *La conception matérialiste de la question juive*. Un autre auteur remarquable est Ralph Shoenman qui a écrit *L'histoire cachée du sionisme*, un compte rendu minutieux et qui ne laisse pas d'espace pour le doute sur l'occupation juive de la Palestine. Entre-temps, cette reconnaissance est une évidence supplémentaire qui prouve que la situation est tellement sérieuse et la poussée de l'Intifada tellement forte que même des historiens israéliens importants ont dû admettre que l'idéologie de "*la terre sans peuple*" était une pure invention, et démentent le torrent de mensonges que les sionistes ont diffusé pendant des décades et qui ont créé des illusions parmi beaucoup de gens.

¹ Frase du livre de Dov Burnir, *Les juifs, le sionisme et le progrès*, p. 486, citée dans *Revista de America*, n° 12.

² Entrevue avec Tom Segev, Folha de S. Paulo, 4 février 2001.

Les juifs: un peuple-classe dans les sociétés précapitalistes.

Abraham Léon part de la proposition de Marx pour prouver que l'origine supposée du peuple juif a des causes matérielles et historiques, qui n'ont rien à voir avec Jéhovah ou une soi-disant "essence" raciale immuable, comme a été supposé aussi bien par les anti-semites que par les sionistes. D'après Marx, pour comprendre la question juive, "*il ne faut pas chercher le secret du juif dans sa religion, mais le secret de la religion dans le vrai juif*"³. En partant du point de vue religieux, comme on fait habituellement, on n'explique pas la question juive. Pour la comprendre, il faut comprendre le juif dans son rôle économique et social.

Léon cherche les origines du peuple juif et arrive à la notion importante et riche de *peuple-classe*. Dans les sociétés précapitalistes, les juifs formaient une classe sociale, un *peuple-classe*,⁴ comme sont, par exemple, les Tsiganes. Les juifs représentaient les formes "pre-historiques" du capital, aussi bien dans le monde ancien que dans le monde féodal. Dans le féodalisme, les transactions en argent ont eu lieu en marge du mode de production, étant donné que ces sociétés étaient producteurs de valeurs d'usage et non d'échange. Comme c'était une activité marginale, elle a été exercée par des "étrangers", par des peuples-commerçants tels que les phéniciens, les juifs et les lombards. Ils étaient des peuples-classe qui, comme disait Marx, existaient dans *les pores* d'une société qui produisait des valeurs d'usage. Donc, les juifs sont la prorogation dans temps d'une vieille classe mercantile et financière précapitaliste.

Sur ces relations matérielles des juifs c'est développée une superstructure institutionnelle et idéologique : des autorités communautaires, une religion "spéciale" et le mythe de se considérer comme les descendants des peuples hébreux originaux qui ont habité la Palestine au commencement de notre ère. Cette superstructure a aidé pour maintenir la cohésion du peuple-classe, mais en même temps elle a falsifié la vraie nature de leur existence. C'est le phénomène de la fausse conscience qui est commun dans toutes les idéologies. Et elle explique pourquoi il n'y a aucune unité raciale parmi les juifs. Caché sous ce manteau idéologique-religieux, a eu lieu le phénomène de l'incorporation d'individus ou de groupes entiers dans ce peuple-classe. C'est ce qui explique qu'il y a eu des juifs de "race" mongole dans le Dagestan, des juifs noirs (les *falasha*) en Ethiopie, des juifs arabes dans l'Islande et des juifs d'origine slave en Europe de l'Est. Cela prouve que l'origine commune comme descendance d'Abraham ou des habitants de la Palestine au commencement de notre ère n'est qu'un mythe.

Avec le développement du capitalisme, la vieille classe commerciale juive précapitaliste a commencé à perdre les bases matérielles de son existence comme peuple-

³ La Question Juive.

⁴ Abraham Léon était un des dirigeants les plus importants du sionisme de gauche en Europe, juste avant la deuxième guerre mondiale. Il a écrit *Conception matérialiste de la question juive*, une des études marxistes les plus importantes sur le thème. Léon, qui a finalement rompu totalement avec le sionisme et a rejoint les rangs de la Quatrième Internationale, a été assassiné par les troupes nazies au camp de concentration d'Auschwitz.

classe. En Europe occidentale, et surtout en Angleterre, les juifs ont commencé à s'assimiler naturellement. Mais avant que ce processus pût atteindre l'Europe orientale, avec un capitalisme moins évolué, a commencé l'époque impérialiste du capitalisme, de décadence générale dans le monde entier.

Les juifs de l'Europe de l'est comme de l'ouest ont dû affronter une situation dramatique. Quand la solution au problème juif a été vue dans les termes de la lutte pour le socialisme, le marxisme a commencé à exercer une attraction considérable sur les masses juives. Leur chemin était celui de la fusion avec la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme, car pour les masses appauvries des juifs de Varsovie ou de Kiev, la trajectoire suivie par leurs coreligionnaires plus fortunés de l'Angleterre ou de la France, d'une existence assimilée comme bourgeois dans le cadre du capitalisme, était déjà fermée. En Russie, pendant que l'empire du Tsar encourageait les confrontations entre Russes et Polonais ou Ukrainiens, ou entre ceux-ci et les juifs, et pendant que l'empire austro-hongrois faisait le même avec la mosaïque des nations qu'il gouvernait, les marxistes révolutionnaires appelaient à l'union de tous les travailleurs, quel que soit leur langue, nationalité ou "race", pour lutter contre ces régimes et contre toute la bourgeoisie impérialiste européenne.

C'est pourquoi tant d'ouvriers, étudiants et intellectuels d'origine juive ont rejoint les rangs des socialistes et se sont assimilés avec les travailleurs de leurs pays. Mais le vieux peuple-classe, sous les conditions du capitalisme moderne, est devenu de moins en moins homogène. Et ainsi, de la même façon, les familles riches telles que les Rothschild et autres millionnaires se sont liées aux bourgeoisies impérialistes des différents pays européens. Et, parmi les solutions bourgeoises pour la question juive posée par ces secteurs, la plus importante a été le sionisme. Une autre solution reformiste a été proposée par ceux qui sont entrés dans l'histoire comme les *bundistes*.

Le *bundisme*

Les *bundistes* étaient membres du *Bund*, l'*Union générale des travailleurs juifs de la Lituanie, la Pologne et la Russie*, fondé en 1897. Ils ont leur origine en Russie comme un secteur de la social-démocratie, au point qu'au début, le *Bund* faisait partie du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, mais lors de la scission, le *Bund* s'est aligné contre les Bolsheviks.⁵

La base sociale du *Bund* était constituée par des secteurs d'artisans, de semi-prolétaires ou d'ouvriers de petits ateliers, surtout dans l'industrie textile. C'était un ample secteur, avec un pied dans le vieux ghetto et l'autre dans le prolétariat industriel moderne. Cela a eu sa répercussion dans l'idéologie du *Bund* qui, d'un côté, se revendiquait du marxisme révolutionnaire et, de l'autre côté, niait l'internationalisme en élevant des barrières entre les travailleurs de nationalité différente. Avec l'excuse de défendre la culture nationale, il a propagé que les travailleurs juifs devaient s'organiser séparément des travailleurs polonais, russes et autres. De cette façon, il a fait le jeu à la

⁵ En 1917, le Bund a soutenu Kerensky contre Lenin et Trotsky et - jusqu'à la deuxième guerre mondiale - était très fort en Pologne.

bourgeoisie, car il a divisé les travailleurs de chaque usine, de chaque ville d'après leur origine nationale ou "raciale".

Ce caractère contradictoire, reflet d'une contradiction réelle dans la base sociale, a fait que - malgré la capitulation au nationalisme bourgeois - le *Bund* n'a jamais proposé aux travailleurs juifs d'abandonner la lutte de la classe, ni de se joindre aux bourgeois juives pour aller coloniser la Palestine ou tout autre territoire. Ce sont les sionistes qui ont fait cela.

La naissance du sionisme

C'est aussi en 1897, l'année dans laquelle le *Bund* est apparu, que le *Congrès de Fondation de l'Organisation Sioniste* a eu lieu à Bâle (Suisse).⁶ La toile de fond sur laquelle a surgit le sionisme a été la capitalisation rapide de l'économie Russe après la réforme de 1863, ce qui a rendu la situation des masses juive des petites villes insupportable. Dans l'occident, les classes moyennes, reléguées par la concentration capitaliste, commencent à se tourner contre l'élément juif dont la compétition a empiré leur situation.⁷

Dans ces circonstances est née en Russie l'Association des *Amants de Sion* et apparaît un livre par Léon Pinsker, *L'auto-émancipation*, qui préconise le retour en Palestine comme la seule solution possible pour les juifs. Ensuite, un journaliste juif de Budapest, Theodor Herzl, écrit le livre *L'État Juif* qui - d'après Abraham Leon - est considéré jusqu'à nos jours comme l'évangile sioniste.⁸ En France, le Baron Rothchild, avec d'autres magnats juifs, s'oppose à l'immigration massive de juifs en Europe occidentale et commence à soutenir l'œuvre de la colonisation juive de la Palestine. "*Encourager leur 'frères moins fortunés' à retourner à la terre de leurs 'ancêtres' c'est à dire, aller aussi loin que possible, n'était en rien désagréable aux bourgeoisies juives occidentales qui craignaient à juste titre l'augmentation de l'antisémitisme*" dit Léon. Ainsi, même si l'Organisation Sioniste se disputait la même clientèle sociale que le Bund et même le Socialisme Révolutionnaire, son caractère de la classe était clairement différent: elle apparaissait comme le programme d'un secteur de la grande bourgeoisie juive qui finalement allait la dominer.

Au début, le sionisme apparaît comme une réaction de la petite bourgeoisie juive, fortement frappée par la vague d'antisémitisme, forcée d'abandonner un pays après l'autre, et qui essaye d'atteindre la Terre Promise coûte que coûte, pour se sauver de cette situation. Entre-temps, le sionisme essaie de s'appuyer sur une explication religieuse pour justifier son existence. En l'année 70 de notre ère, les juifs auraient été

⁶ Le mot *sionisme* vient de Sion (ou Tzion en hébreu), le nom d'une montagne en Jérusalem. Dans la bible, ce nom est utilisé aussi bien pour faire référence à la Terre d'Israël que pour indiquer "sa capitale nationale et spirituelle", Jérusalem. Partout dans l'histoire d'Israël, Sion était un synonyme pour Israël et l'expression "retour à Sion" était le drapeau du mouvement sioniste.

⁷ *La question juive*, p. 150.

⁸ *Ibidem*, p. 151.

expulsés de Jérusalem, occupée par les envahisseurs romains. Déjà dans la bible, Jérusalem était considéré la patrie des juifs, dont ils ont été expatriés : c'était la fameuse Diaspora qui aurait dispersé les juifs aux quatre coins du monde.

Revenons à Marx. Pour comprendre la question juive il faut partir des conditions matérielles de la vie du juif et pas de la religion, des rêves et des idéologies qui ont été créés au long de l'histoire. Selon A. Léon : "*Alors que le sionisme est un produit de la dernière phase de capitalisme, c'est à dire, d'un capitalisme qui commence à tomber en décadence, il se vante d'une origine qui recule plus de deux mille ans dans le passé. Alors que le sionisme est une réaction contre la crise du judaïsme, produite par la combinaison de l'écroulement de féodalité et la décadence de capitalisme, il déclare être une réaction contre une situation qui existait depuis la chute de Jérusalem, en l'année 70 de l'ère chrétienne.*"

Mais l'apparition même du mouvement sioniste réfute de telles prétentions. Comment peut-on croire que le remède pour un mal qui existe depuis deux mille ans est apparu à la fin du XIXième siècle ? Le sionisme trouve dans la chute de Jérusalem la racine de la dispersion - et par conséquent de tout le mal qui est arrivé aux juifs dans le passé, le présent et le futur. "*La source des tribulations du peuple juif se trouve dans la perte de leur patrie historique et leur dispersion dans tous les pays,*" déclare la délégation "marxiste" de Poalé-Sion au Comité hollandais-scandinave.⁹

Cette histoire des juifs, telle qu'elle est racontée par les sionistes, essaye de construire une origine pour justifier l'occupation de la Palestine. Ainsi, les juifs auraient refusé d'être assimilés après leur dispersion violente par les romains. Imprégnés de leur "*cohésion nationale*", d'un "*sentiment éthique supérieur*" et d'une "*croissance indestructible en Dieu*", ils auraient résisté à toutes les tentatives d'assimilation.¹⁰ C'est faux car, comme nous avons signalé plus haut, il y a eu d'innombrables cas d'assimilation. Mais d'après l'histoire racontée par les sionistes, cela ne s'est jamais passé : la seule espérance qui aurait soutenu les juifs pendant ces années sombres - deux mille ans - était de revenir à la patrie antérieure.

D'après A. Léon, le sionisme ne s'est jamais posé la question sérieusement. Pourquoi, demande-t-il, n'ont ils jamais essayé sérieusement de revenir pendant ces deux mille années ? Pourquoi fallait-il attendre jusqu'à la fin du XIXième siècle et pour que Herzl les convainque de ce besoin ? Pourquoi tous ses prédécesseurs ont été traités de faux messies ? Pour répondre ces questions incommodes, le sionisme a recours aux mythes. "*Aussi longtemps que les masses croyaient qu'ils devaient attendre dans la Diaspora jusqu'à l'arrivée du Messie, il fallait souffrir dans silence,*" dit Zitlovsky.¹¹ Mais, d'après Léon, cette explication n'explique rien du tout. "*Il s'agit précisément de savoir pourquoi les masses juives croyaient qu'ils devaient attendre le Messie pour être capable de revenir à leur patrie.*" Comme la religion est le réflexe idéologique des

⁹ Ibidem, p. 151.

¹⁰ Ibidem, p. 152.

¹¹ Dans *Matérialisme et la question nationale*, cité par A. Léon dans le travail précité, p. 152.

intérêts sociaux, depuis la fin du XIX^{ème} siècle elle a cessé être un obstacle à l'avance du sionisme et est devenu un écran de la fumée pour son expansion, utile pour masquer et justifier toutes ses misères.

Ces conceptions idéalistes du sionisme sont inséparables du dogme de l'antisémitisme éternel, c'est à dire, que de toute façon les juifs seront toujours persécutés. De cette manière, le sionisme transpose l'antisémitisme moderne à l'histoire entière, sans qu'il soit nécessaire de faire des recherches sur les diverses formes d'antisémitisme et de ses causes, et omettant le fait que dans différents périodes historiques, les juifs n'ont pas été les opprimé mais les oppresseurs, comme membres de la classe dominante.

"En réalité, cette idéologie sioniste, comme toute idéologie, n'est rien d'autre que le réflexe déformé des intérêts d'une classe. C'est l'idéologie de la petite bourgeoisie juive, opprimée par le féodalisme en ruines et le capitalisme en décadence," synthétise A. Léon. Il met en valeur un fait correct, que la réfutation des rêves idéologiques du sionisme ne réfute pas, évidemment, les vrais besoins de ceux qui l'ont fait naître. C'est l'antisémitisme moderne, et non le mythique antisémitisme "éternel", qui a le mieux agité en faveur du sionisme. La question fondamentale est donc de savoir dans quelle mesure le sionisme est capable de résoudre, non le "problème juif éternel", mais la question juive à l'époque de la décadence capitaliste.

Les défenseurs du sionisme le comparent aux autres mouvements nationaux. Mais le mouvement national de la bourgeoisie européenne est la conséquence du développement capitaliste. Il représente la volonté de la bourgeoisie de créer des bases nationales de production, d'abolir les restes de féodalité. Au XIX^{ème} siècle, dans les années au prospéraient les nationalismes, la bourgeoisie juive, loin d'être sioniste, était profondément en faveur de l'assimilation. Le processus économique qui a fait naître les nations modernes, a lancé les bases pour l'intégration de la bourgeoisie juive dans la nation bourgeoise. Ce n'est que quand le processus de formation des nations a atteint sa fin, quand les forces productives - enfermées dans les frontières nationales - cessent de se développer, que le processus d'expulser les juifs de la société capitaliste et l'antisémitisme moderne ont commencé. L'élimination du judaïsme va de pair avec la décadence du capitalisme. Loin d'être le résultat du développement des forces productives, le sionisme est précisément la conséquence de sa paralysie totale, de pétrification de capitalisme, dit A. Léon. Ainsi, alors que le mouvement nationaliste est le produit de la période montante du capitalisme, le sionisme est le fruit de l'époque impérialiste. La tragédie juive du XXI^{ème} siècle est la conséquence directe de la décadence du capitalisme.¹²

Et A. Léon rappelle tout à fait correctement que c'est précisément là l'obstacle principal pour la réalisation du sionisme, la clef pour comprendre la crise que vit la Palestine depuis la fondation de l'état d'Israël. "*La décadence de capitalisme, base de la croissance du sionisme, est en même temps la cause de l'impossibilité de la réalisation de ce sionisme.*" La bourgeoisie juive est forcée de créer un état national et d'assurer les conditions pour le développement de ses forces productives, précisément au mo-

¹² *La question juive*, page 154.

ment où les conditions pour un tel exploit ont disparu depuis longtemps. La décadence de capitalisme, si d'un côté elle a posé la question juive de façon si pointue, a simultanément rendu impossible la solution du problème par la voie sioniste. *"Et il n'y a rien d'étonnant à ce sujet,"* dit Léon. *"On ne peut pas supprimer un mal sans détruire ses causes."* *"Le sionisme prétend résoudre la question juive sans détruire le capitalisme, la principale cause de la souffrance des juifs."*¹³

Cela marque, comme une marque à feu, le caractère de la classe du mouvement sioniste. Il est vrai que les pionniers de la colonisation de la Palestine étaient des artisans, des commerçants pauvres, des gens sans grandes possessions. De cette façon on a essayé de créer une image "plébéienne" et même "de travailleur", voir "socialiste" du sionisme. Ses avocats, surtout ceux qui se considèrent de gauche, acceptent l'idée que le mouvement sioniste n'était pas un facteur progressif dans la politique Européenne, mais ils avancent l'argument que cela était secondaire par rapport à un fait essentiel : le sionisme était le mouvement de libération nationale du peuple juif, du *"plus pauvre des peuples."* C'était donc une *"juste cause"*.

Evidemment, il n'était pas dans les plans de Rothchild ou de la grande bourgeoisie juive d'aller cultiver la terre en Palestine. Ce qu'ils ont fait était, d'un côté, encourager un mouvement qui emprisonnerait les juifs les plus pauvres dans la Terre Sainte et les conduire ainsi loin de la lutte de classe et des partis de gauche en Europe, et de l'autre côté, se débarrasser - eux d'abord - de la fureur anti-sémite qui grandissait à toute allure. Un autre but de ce mouvement encouragé par la bourgeoisie juive était de transférer ces masses hors d'Europe pour construire un état juif en un point stratégique, situé au milieu des plus grandes réserves de pétrole dans le monde, menacées par la poussée des luttes des masses arabes. C'est pourquoi l'état d'Israël est devenu une enclave d'impérialisme dans la région, le gendarme du monde arabe.

Un région "vide"

D'après les sionistes, la Palestine était une région pratiquement vide. *"De vastes régions du pays sont restées inexplorées et ont appartenu à des seigneurs féodaux absents. Elles étaient infectées par la malaria et, à l'exception de quelques baraques dispersées de bédouins, elles étaient inhabitées et par conséquent disponibles."*¹⁴ *"Dans le voisinage de la Terre Sainte, il y avait à peine quelques noyaux hétérogènes, musulmans, chéquis, chrétiens syriens et grecs orthodoxes. C'est vers une terre sans peuple que graduellement, un peuple sans terre a commencé à se déplacer vers la fin du siècle dernier."*¹⁵

On vit l'époque de l'expansion coloniale de l'Europe en Asie et en Afrique. C'est dans ce cadre historique que le sionisme commence. Et la Palestine, loin d'être une terre vide et sans propriétaire, était occupée par un peuple : le peuple arabe. C'était un problème pour la bourgeoisie européenne juive, au point que Herzl, dans son livre, ne

¹³ Ibidem, p. 154

¹⁴ Dov, Barmir, *"Les juifs, le sionisme et le progrès"*, Inova, Portugal, 1968,

¹⁵ Ephraïm Tari, *El de significado de Israël*.

mentionne jamais le mot "arabe", quoique, évidemment, il était au courant de l'existence des arabes. Cette falsification, dissimulée pendant tant d'années, ne résiste pas à l'évidences des faits, et principalement à la reprise de la lutte palestinienne qui a contraint mêmes les historiens israéliens officiels à admettre qu'il n'y avait là aucune "*terre sans peuple*."

Voilà le rôle réservé aux juifs désespérés de l'Europe orientale : servir de pointe de lance des plans de colonisation de la bourgeoisie impérialiste, surtout l'américaine, intéressée à installer un gendarme au Moyen Orient. Sous l'abri d'une approche philanthropique, l'expansion coloniale a utilisé ces masses de juifs pauvres pour ses buts qui étaient loins d'être louable. Qui oseraient s'opposer à ce que les pauvres juifs abandonnent l'obscurité des ghettos à la recherche de la lumière du soleil palestinien ? Malheureusement, ce changement, pour salutaire qu'il aurait pu être pour eux, a été réalisé au frais des arabes, qui ont été massacrés et expulsés de la terre qui avait été la leur, de fait et non par la grâce d'un récit biblique.

La Déclaration de Balfour : la deuxième étape du sionisme

La politique de Theodor Herzl, le père de sionisme, et de ses successeurs, a été de profiter du processus d'expansion impérialiste pour occuper la Palestine. A cet effet, ils ont eu besoin qu'une puissance impérialiste embrasse la cause sioniste. Donc, leur activité principale a été de négocier avec les différentes puissances européennes et d'essayer d'insérer le sionisme comme partie de leur politique coloniale. Ce soutien est venu, en premier lieu, de l'Angleterre, un empire qui, depuis la moitié du siècle, connaissait une expansion à toute allure.

Les négociations de Herzl ont bien été bien reçues à Londres, mais il y avait un problème objectif : en ces jours, la Palestine était dans les mains Turques. L'Angleterre offrait alors à Herzl de coloniser l'Ouganda ou le Sinaï égyptien, mais cette possibilité ne s'est pas cristallisé. Il y avait un autre problème objectif : le sionisme n'était pas très développé parmi les masses juives. Ceux qui souhaitaient émigrer l'ont fait massivement vers l'Amérique, à tel point qu'une des options discutées était de constituer un état sioniste en Argentine. Très peu de juifs allaient en Palestine, et une partie importante de ceux qui y sont restés étaient anti-sionistes ou sous l'influence des partis de gauche.

Avec la première guerre mondiale est arrivée le moment de partager la Turquie. Pour l'accélérer, l'Angleterre a eu recours au mouvement national arabe qui avaient commencé à se réveiller. D'autre part, elle signe un traité avec la France pour se partager la région, et elle signe la *Déclaration de Balfour* (2/11/1917) qui est entrée dans l'histoire comme "l'alliance nuptiale" entre le sionisme et l'impérialisme britannique.

Ainsi a commencé la deuxième étape du sionisme, qui a atteint sa culmination avec la création de l'état d'Israël. A part de donner une aide précieuse aux anglais pour établir un futur protectorat en Palestine, la Déclaration de Balfour a placé une arme puissante dans les mains des anglais pour liquider le mouvement national arabe et fortifier la politique de guerre de l'empire Britannique et sa lutte contre la Révolution Russe.

Le chemin vers Israël était tracé avec les caractéristiques suivantes: 1) il s'agit d'une déclaration unilatérale d'un grand pouvoir impérialiste; 2) cette déclaration a fixé le

destin d'une région d'Asie qui n'avait jamais appartenu à l'Angleterre, qui a donné en cadeau à Lord Rothschild le territoire d'une autre nation; 3) on n'a pas pris en considération la volonté du peuple palestinien qui étaient 93% arabe en 1917. Ce 93% a été réduit à la condition de non-juifs, emprisonnés dans un "foyer national juif", c'est dire, traités comme des étrangers dans leur propre pays.

Le mandat Britannique (1918-1948)

Vers la fin de la première guerre mondiale, les Alliés ont créé la *Société des Nations*, prédécesseur de l'ONU d'aujourd'hui, qui "a concédé" un mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne. Mais ce n'étaient pas des jours paisibles pour l'impérialisme. Pour la première fois dans l'histoire il y avait un État Ouvrier, l'URSS, qui s'opposait contre l'expansion coloniale, et le monde colonial entier a été touché par une vague de luttes anti-impérialistes.

Dans le monde arabe, le Moyen Orient était le centre des luttes les plus importantes contre les impérialismes anglais et français. La Palestine était le noyau principal de cette lutte, surtout pendant l'insurrection de 1936-1939 qui a commencé avec une grève générale de six mois, et qui a exigé la moitié de tous les effectifs de l'armée Britannique - un des plus puissants de l'époque - pour la suffoquer. Des centaines et des centaines de palestiniens ont été tués, emprisonnés, condamnés aux travaux forcés ou à de longues peines de prison. En 1939, le peuple palestinien a été vaincu. C'est la clef pour comprendre la facilité relative avec laquelle l'état d'Israël a été établi.¹⁶

L'occupation, explique Jon Rothchild, s'appuyait sur trois piliers du mouvement sioniste: *kibush hakarka* (conquête de la terre), *kibush haavoda* (conquête du travail) et *t'ozteret haaretz* (produit de la terre).¹⁷ "*Derrière ces mots sonores il y avait une réalité sévère. Conquête de la terre* voulait dire que chaque morceau de terre devrait être acquise (légalement ou non) des arabes, et qu'aucune terre juive ne soit vendue aux arabes ou ne revienne à eux de l'une ou l'autre façon. *Conquête du travail* voulait dire que dans les usines et les terres des juifs, la main d'œuvre juive serait préférée. L'ouvrier arabe était boycotté. En réalité, le Histadrut, qui maintenant se présente comme le Syndicat Général Israélien, a été créé pour imposer le boycott contre les ouvriers arabes. *Produit de la terre* voulait dire pratiquer le boycott à la production arabe de la part des colonisateurs juifs et ne retenir que l'achat de produits provenant de terres juives ou de magasins juifs".¹⁸

Cette politique d'occupation - que les sionistes ont présenté comme étant "socialiste", comme visant à aider les ouvriers et les juifs pauvres - a signifié la misère pour le peuple palestinien, car elle a été imposée sur la terre qu'ils occupaient. Malgré le fait qu'ils étaient une minorité au début (plus tard ils se sont développés beaucoup), les sionistes avaient un pouvoir économique beaucoup plus important que les arabes, à

¹⁶ *Revista de America*, p. 16.

¹⁷ Jon Rothchild, "Comme les arabes ont été expulsés de Palestine, cité par *Revista de America*, n° 12.

¹⁸ *Ibidem*.

part le fait qu'ils pouvaient compter sur l'aide de l'impérialisme. Cela leur a permis de ruiner le peuple arabe de la Palestine, les réduisant en travailleurs sans travail et paysans sans terre. Un type bien curieux de socialisme, qui attaque les travailleurs. Les arabes ont été boycottés ou expulsés des entreprises sionistes ou de capital étranger (concessions, habituellement administrées par des directeurs sionistes). Environ 53% des entreprises étaient des concessions et 40% étaient de propriété sioniste, tandis que seulement 6% étaient de propriété arabe (données de 1939). De cette façon, il ne restait qu'un marché de travail très limité pour les arabes.

Quelque chose de semblable s'est passé avec le *t'ozteret haaretz* (produit de la terre), une politique qui revenait à un boycott forcé de tout produit arabe, pratiqué par les bandes armées du Histadrut, une répression qui ne ménageait même pas les juifs qui osaient acheter n'importe quoi produit par des mains arabes.

Aliéné de leur terre, du travail et de la possibilité de vendre leurs produits, les palestiniens sont devenus une masse marginale, prêts à être bannis de leur terre. La résistance palestinienne, sous forme de guérilla, a été écrasé pratiquement en 1939 par l'armée Britannique et le Hagana, l'armée non-officielle formée par le sionisme, dans une attaque conjointe qui voulait démontrer "qui était maître en Palestine". A cette époque, la deuxième guerre mondiale allait commencer et les sionistes se souciaient davantage de ce qui allait se passer en Angleterre, leur impérialisme protecteur, face à une nouvelle répartition du monde en zones d'influence. Ils voulaient garantir pour la Palestine la protection impérialiste, étant donné qu'il y avait de fortes indications qu'à partir d'alors, ce seraient les E.U. et pas l'Angleterre qui seraient les seigneurs du monde. La soi-disant lutte anti-impérialiste proclamée par les sionistes n'était en fait que le besoin de passer d'un associé plus faible à un plus fort. Ben Gurion l'a exprimé très clairement: *"Notre plus grande inquiétude était le destin qui serait réservé à la Palestine après la guerre. Il était clair à cette époque que les Anglais ne garderaient pas leur mandat. S'il y avait toutes les raisons pour croire qu'Hitler serait battu, il était évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, serait affaibli comme résultat du conflit. C'est pourquoi, je n'avais pas de doutes de que le centre de gravité de notre force devait être transféré du Royaume-Uni à l'Amérique, qui était en train d'occuper la première place dans le monde"*.¹⁹

Sous l'orbite américaine, le sionisme a commencé à faire de grands pas vers l'institution de l'état d'Israël. Vers la fin de la guerre, les grands pouvoirs, à travers l'ONU, non seulement fermaient les yeux sur l'occupation et la massacre du peuple palestinien, mais ils légalisaient aussi la situation coloniale créée pendant la domination Britannique. Sur la base d'une proposition de division de la Palestine, faite pendant le mandat anglais,²⁰ et qui a mis le feu à la révolte partout dans le monde arabe, on a voté le 29 novembre 1947 la division du pays en deux états : un état sioniste et un état arabe. Une fois encore, personne n'a consulté le peuple palestinien. Et la décision a eu l'aval de la

¹⁹ Michael Barre-Zohar, dans *The Armed Profet: A Biography of Ben Gurion*, cité par *Revista de America*, p. 24.

²⁰ Proposition de la Commission Peel, de 1937, acceptée par Ben Gurion

bureaucratie soviétique, qui a même envoyé des armes et des avions pour aider l'impérialisme dans la massacre des arabes. Une fois la résistance Palestine noyée dans le sang, l'état d'Israël est proclamé en mai 1948.

Israël: la tragédie palestinienne

En 1947, il y avait 630 000 juifs et 1 300 000 arabes palestiniens.²¹ Donc, lors de la division de la Palestine par les Nations Unies, les juifs étaient une minorité (31% de la population). Cette division, encouragée par les principaux pouvoirs impérialistes - avec le soutien de Staline - a donné 54% de la terre fertile au mouvement sioniste. Mais déjà avant la formation de l'état d'Israël, l'Irgun et le Haganah (des organisations paramilitaires israéliennes) avaient déjà pris plus des trois quarts de la terre et expulsé les habitants locaux. Ainsi, des 475 villages palestiniens qui existaient en 1948, 385 ont été totalement anéantis, réduits en cendres, et les 90 restants ont eu leur terre aconfisquée. Ce processus est entré dans l'histoire comme la "judaïfication" de la Palestine.

Raphael Eitan, alors chef de l'état major des Forces Armées Israéliennes n'aurait pas pu être plus clair quand il a dit, "*Nous déclarons ouvertement que les arabes n'ont aucun droit à un seul centimètre d'Eretz Israël. Ceux de bon cœur, les modérés, devraient savoir que les chambres de gaz d'Adolf Hitler seront comme des jouets pour les enfants. La seule chose qu'ils comprennent et comprendront est la force. Nous utiliserons la force la plus décisive jusqu'à ce que les palestiniens s'approchent à nous sur leurs genoux.*"²²

David Ben Gurion, dans un discours prononcé le 13 octobre 1936, formulait la stratégie sioniste comme suit: "*Quand nous devenons un pouvoir de poids après la création de l'état, nous abolirons la partition et nous nous étendrons sur toute la Palestine. L'état sera seulement une étape dans la réalisation du sionisme, et sa tâche est de préparer le terrain pour notre expansion. L'état doit maintenir l'ordre, non par des mots mais au moyen de mitrailleuses.*"²³

Et c'est ce qui effectivement a été fait. Entre le 29 novembre 1947, date à laquelle la Palestine a été divisée par l'ONU, et le 15 mai 1948, quand l'état d'Israël a été formellement proclamé, l'armée sioniste et les milices paramilitaires ont pris plus de 75% de la Palestine et banni 780 000 arabes. Ceux qui sont restés ont été victimes de persécutions violentes et d'une boucherie comparable seulement à l'holocauste nazi.

C'est ainsi qu'a commencé la tragédie palestinienne, qui dure jusqu'à nos jours.

²¹ En 1917 il y avait en Palestine 56 000 juifs et 644 000 arabes. En 1922 il y avait 83 794 juifs et 663 000 arabes. En 1931 il y avait 17 4616 juifs et 750 000 arabes (Schoenman, p. 40).

²² Cité par Schoenman, p. 40.

²³ Cité par Schoenman, p. 41.

Vol, sans autre cérémonie, de la terre et des commerces des arabes

Il est nécessaire de comprendre l'envergure et les conséquences de cette politique meurtrière du sionisme. Dans le territoire occupé par Israël après la partition, il y avait 950 000 arabes palestiniens qui vivaient dans environ 500 villages et dans toutes les grandes villes telles que Tiberiades, Safed, Nasare, Shafa Amr, Acre, Haifa, Yaffa, Lidda, Ramle, Jérusalem, Majdal (Ashkelon), Isdud (Ashdod) et Beersheba. En moins de six mois, il ne restait que 138 000 personnes. La grande majorité des palestiniens avait été assassinés, expulsés par force ou mis en fuite devant la terreur des bandes assassines des unités de l'armée israélienne.

Dans un discours dirigé aux étudiants de l'Institut Technologique d'Israël, Moshe Dayan, héros de la "guerre des six jours" ne se souciait guère de dissimuler le fait qu'Israël a été fondé sur une falsification ténébreuse de l'histoire: *"Nous voyons ici un pays qui a été habité par les arabes et nous y construisons un état hébreu, juif. Où il y avait des villages arabes, nous avons construit des villages juives. Vous ne savez même pas les noms de ces villages et nous ne vous en voulons pas pour cela, car ces livres de géographie n'existent déjà plus. Ils n'existent plus ni les livres ni les villages. Nahalal a émergé à la place autre fois occupée par Mahalul, Gevat à la place de Jibya, Sarid à la place de Hanifas et Kafr Yehoushu'a à la place de Tel Shamam. Il n'y a pas une seule implantation qui n'a pas été construite à la place d'un ancien village arabe."*²⁴

De cette façon, de grandes extensions de terre ont été confisquées sous la protection de la *Loi de Propriété des Absents*, passée en 1950 en Israël. Jusqu'à 1947, les juifs étaient les propriétaires de 6% de la terre Palestinienne. Quand l'état d'Israël naît formellement, le Fonds National Juif estime qu'il avait pris plus de 90% de la terre. La valeur des propriétés volées des arabes était de plus de 300 millions de dollars, selon les calculs de l'époque. Si nous multiplions ce chiffre par l'actualisation de la valeur du dollar, les masques tombent : Israël a peu à voir avec Jéhovah ou la Terre Sainte et beaucoup avec la piraterie et le pillage.

L'occupation des propriétés palestiniennes était absolument nécessaire pour que l'état d'Israël puisse devenir viable. 370 communes et implantations juives ont été créées entre 1948 et 1953; 350 d'entre eux étaient propriété des "absents". Il a été estimé qu'en 1954, 35% des juifs en Israël vivaient dans des propriétés confisquées "d'absents" et que 250 000 nouveaux immigrants se sont installés dans les régions urbaines dont les palestiniens avaient été expulsés.

Dix mille entreprises et commerces ont été distribués aux colons juifs. Si dans les zones urbaines le pillage a été généralisé, dans la campagne l'usurpation de la terre a eu libre cours. Toutes les plantations de citrons des palestiniens - plus de 240 000 dunams (21 200 ha) - ont été confisquées. Jusqu'à 1951 un million de caisses de citrons récoltés dans les propriétés enlevées aux arabes - l'équivalent de 10% de toute la monnaie étrangère des exportations - était dans les mains israéliennes. En cette même année, 95% des plantations d'oliviers d'Israël ont été faites dans le territoire palestinien occupé. Les olives qu'elles produisaient constituaient le troisième produit d'exportation

²⁴ Cité par Schoenman, p. 50.

d'Israël, après les citrons et les diamants. Un tiers de la production de marbre est venu des 52 carrières usurpées. Les terres confisquées des arabes sont allées aux Fonds National Juif créé en 1954 par le gouvernement israélien.

Comme rappelle Shoenman, la mythologie sioniste prétend vendre l'idée que c'était l'esprit de sacrifice, d'abnégation, de travail dur et d'habileté des juifs qui a transformé une région déserte, négligé par ses occupants antérieurs, des arabes nomades et primitifs, en une terre florissante. Les plantations palestiniennes, l'industrie, le bois de construction, les usines, les maisons et les fermes ont été pillées et mises à sac après une conquête sanguinaire, "*le bateau de l'état est un bateau de pirate, le drapeau qu'elle porte est un crâne avec deux os traversés.*"²⁵

Racisme contre le travailleur arabe

Mais Israël n'est pas que cela. Son histoire a commencé avec un grand pillage, ce qui a forcé le pays à la continuer, de plus en plus. Le bateau de pillage n'a jamais trouvé un refuge solide. Ce voyage macabre est allé en avant, exploitant aussi le marché du travail des arabes, dans la campagne comme dans les villes. Ce processus de judaïsation du travail est basé sur une idéologie raciste contre le travailleur arabe.

Dans la campagne, toute relation entre l'homme et la terre est soumise à la loi raciste: "*le locataire doit être un juif, qui doit accepter que toutes les activités en rapport avec la culture de la terre seront réalisées par des mains juives.*"²⁶ La terre ne peut donc pas être louée à un non-juif, ni sous-louée, vendue, hypothéquée ou donnée à un non-juif. Les non-juifs ne peuvent pas être employés comme mains d'œuvre de la ferme ni pour n'importe quel travail en rapport avec les cultures.

En Israël, la terre de l'état, qui est dans les mains du Fonds National Juif, est considérée comme "terre nationale", ce qui veut dire, terre juive. Employer des travailleurs non-juifs est illégal. Dû au manque de travailleurs agricoles juifs, et parce que les palestiniens travaillent pour des salaires plus petits que les juifs, quelques fermiers juifs (tel qu'Ariel Sharon) embauchent une main d'œuvre arabe, en dépit d'une prohibition explicite.

Shoenman fait remarquer le fait qu'Israël utilise toutes les expressions normales dans un sens raciste. "*Le 'peuple' signifie seulement le juif. Un 'immigré' ou un 'colon' ne peut être qu'un juif. Une implantation veut dire une implantation seulement pour les juifs. La terre nationale veut dire la terre juive et pas la terre israélienne.*"²⁷ De cette façon, la loi et les droits, les garanties et le droit au travail ou à la propriété ne sont que pour les juifs. La nationalité israélienne ou la citoyenneté correspond strictement aux juifs, dans toutes les applications spécifiques de sa signification et juridiction. Comme la définition de juif est basé entièrement sur le précepte religieux orthodoxe, être d'origine juive du côté de la mère est une condition préalable pour être intitulé à tout droit de propriété, de travail ou de protection légale. A présent, 93% de la terre de ce qui est

²⁵ *Historia oculata del sionismo*, p. 50.

²⁶ Cité par Schoenman, p. 50.

²⁷ *Historia oculata del sionismo*, page 50.

appelé l'état Israël est administré par le Fonds National Juif et pour avoir un droit pour vivre sur cette terre, la travailler ou la louer, on doit prouver au moins trois générations d'ancêtres juifs du côté de la mère.

Le sionisme, le fascisme et les juifs

S'il est important que l'histoire officielle doit commencer à admettre que la Palestine n'était pas une terre sans peuple, il est aussi nécessaire de clarifier une autre question, aussi sordide que celui qui concerne la création de l'état d'Israël. Il s'agit de la relation du sionisme avec les juifs eux-mêmes et avec le nazi-fascisme.

Le caractère raciste du mouvement sioniste se révèle de la façon la plus abominable dans la relation qu'il a maintenu avec les juifs eux-mêmes. Ralph Shoenman rappelle que *"les fondateurs du sionisme étaient désespérés pour combattre l'antisémitisme et, paradoxalement, considéraient les anti-semites mêmes comme des alliés, parce qu'ils partageaient le désir d'arracher les juifs hors des pays où ils avaient vécu. Petit à petit, ils ont assimilé les valeurs de l'haine pour les juifs et l'antisémitisme, au point que le mouvement sioniste a considéré les anti-semites mêmes comme leurs meilleurs parrains et protecteurs."*²⁸ Il cite une lettre que Theodor Herzl a envoyé au Comte Von Plehve, auteur des pires pogroms en Russie - les pogroms de Kishinev - avec la proposition suivante: *"Aidez-moi à obtenir la terre [palestinienne] aussitôt que possible, et la révolte [contre le régime du Tzar] terminera."* Von Plehve a consenti et il a commencé à financer le mouvement sioniste.

Il s'agit, en réalité, d'une demande de coopération entre les bourgeoisies sionistes et les classes dominantes des autres pays pour lutter contre les juifs de gauche qui rejoignaient les partis révolutionnaires. De ce point de vue, le sionisme, dans sa collaboration avec le fascisme, a joué un rôle sordide, car il a joué avec les sentiments religieux des juifs pour massacrer les juifs de gauche. Le mouvement de la jeunesse sioniste, *Betar*, servait de chair à canon pour Mussolini, en formant les escadrons des chemises noires. Quand Menahem Begin est devenu le chef du *Betar*, il a changé les chemises noires pour les marrons, comme celles utilisées par les bandes d'Hitler. C'était l'uniforme que Begin et les membres du *Betar* utilisaient dans toutes les assemblées et rassemblements.

La stratégie sioniste était de recruter les européens qui détestaient les juif et de s'aligner avec les mouvements et les régimes les plus pervers afin qu'ils soutiennent la création d'une colonie sioniste en Palestine. Cette stratégie a inclus le nazisme. Le 21 juin 1933, la Fédération Sioniste d'Allemagne a envoyé une note de soutien au parti nazi, qui disait : *" ... une renaissance à la vie nationale, comme celle qui a lieu dans la vie allemande... doit avoir lieu aussi dans le groupe national juif. Sur la base d'un nouveau état [nazi] qui a établi le principes de la race, nous souhaitons encadrer notre communauté dans la structure d'ensemble, de façon à ce que pour nous aussi,*

²⁸ Ibidem.

dans la sphère qui nous est assignée, elle puisse développer une activité fructueuse pour la Patrie..."²⁹

Le Congrès de l'Organisation Sioniste Mondiale de 1933 n'a pas répudié ce comportement, au contraire : une résolution d'appeler à agir contre Hitler a été battu par 240 votes contre 43. Pendant ce même congrès, Hitler a annoncé un accord commercial avec la Banque Anglo-palestinienne de l'Organisation Sioniste Mondiale (WZO), qui signifiait la rupture du boycott juif contre le régime nazi, précisément quand l'économie allemande était extrêmement faible. La WZO a rompu le boycott juif et est devenu le distributeur principal des produits nazis dans le Moyen Orient et au nord de l'Europe. En Palestine, ils ont fondé le *Ha'avara*, une banque destinée à recevoir de l'argent des bourgeoisies germano-juives, avec laquelle un grand nombre de produits du nazisme ont été achetés.

Trahissant la Résistance

Un des réflexes les plus sordides de cette politique a été l'action du sionisme en relation avec la résistance juive contre les massacres des juifs en Europe. En juillet 1944, le rabbin Slovaque, Dov Michael Weissmandel, a écrit aux fonctionnaires sionistes chargés des "opérations de récupération", proposant une série de mesures pour sauver les juifs d'Auschwitz . Il offrait des cartes détaillées des voies ferrées et planifiait le bombardement des lignes qui menaient aux crématoriums. Il demandait que les fours d'Auschwitz soient bombardés, que soient lancées par parachutes des munitions pour les 80 000 prisonniers et des bombes pour faire exploser le camp et mettre fin à l'incinération de 13 000 juifs par jour.

Dans le cas où les alliés refuseraient de coopérer, Weissmandel proposait que les sionistes, qui avait de l'argent suffisant pour cela, achètent des avions, recrutent des volontaires et exécutent l'opération.

Weissmandel n'était pas le seul à demander une telle chose. Dans les années 40, les porte-parole européens juifs ont appelé au secours, demandé des campagnes publiques, une résistance organisée, des démonstrations pour forcer les gouvernements alliés de coopérer. Chaque fois, cependant, ils ont reçu le silence ou même sabotage actif du sionisme.

En juillet 1944, une année avant la fin de la guerre, le rabbin Weissmandel a envoyé une lettre de protestation au sionistes, qui a été publiée en partie dans *l'Histoire cachée du sionisme* de Shoenman: "*Pourquoi n'avez vous rien fait jusqu'à maintenant ? Qui est le coupable de cette négligence terrible ? Est-ce que vous n'êtes pas les coupables, juifs frères qui ont la meilleure chance du monde, la liberté ? Nous vous envoyons ce message spécial : nous vous informons qu'hier les allemands ont commencé à déporter les juifs de la Hongrie. Ces déportés à Auschwitz seront tués avec le gaz cyanure. C'est l'ordre du jour pour Auschwitz depuis hier : douze mille juifs seront asphyxiés - hommes, femmes, enfants, vieux gens, bébés, sains et malades.*

²⁹ Cité dans *Historia ocula del sionismo*, page 54.

Et vous, nos frères là en Palestine, vous de tous les pays libres, et vous, ministres de tous les royaumes, pourquoi restez vous silencieux face à une telle massacre ? Vous vous taisez pendant qu'ils assassinent des milliers, cela fait déjà six millions de juifs ? Vous vous taisez maintenant, pendant que des dizaines de milliers sont assassinés ou se trouvent dans la file d'attente pour être assassinés ? Leurs cœurs fracassés demandent votre aide, et pleurent pour votre cruauté.

Vous êtes brutal, vous aussi vous êtes des assassins, par le sang froid du silence avec lequel vous regardez, parce que vous restez assis les bras croisés sans rien faire, même en sachant qu'à ce moment même vous pourriez arrêter ou au moins différer l'assassinat des juifs.

Vous, mes frères, enfants d'Israël, est-ce que vous êtes fous ? Ne savez vous pas quel enfer nous entoure ? Pour qui gardez vous votre argent ? Vous êtes des assassins! des fous! Qui pratique la charité ici? Vous, qui dans vos solides maisons laissez tomber quelques centimes, ou nous, qui donnons notre sang au plus profond des enfers ?"

Pas un seul dirigeant sioniste n'a soutenu cette pétition; et aucun des gouvernements de l'ouest n'a bombardé un seul camp de la concentration.

La coopération entre le sionisme et le fascisme a fait que le premier trahisse la résistance et tourne le dos à une entreprise qui a mené à la mort au moins six millions juifs. Aujourd'hui, quand un autre anniversaire de l'holocauste est commémoré, il faut dire avec toute la clarté que le sionisme n'a pas lutté pour le prévenir. Pourtant, il l'utilise comme un alibi pour assassiner des palestiniens. C'est un fait tellement choquant que la journaliste israélienne, Amira Hass, du journal Haaretz, a appelé les survivants de l'holocauste et leurs descendants de ne pas interpréter l'assassinat de leur peuple et de leurs familles en Europe comme un aval éternel pour la suppression et l'expropriation du peuple palestinien et pour présenter de ce peuple comme un ennemi qui replace les allemands.

En réalité, il est grand temps qu'Israel arrête d'utiliser l'holocauste comme une justification pour opprimer et persécuter les palestiniens, faisant avec eux ce que les allemands avaient fait aux juifs.

L'ENJEU PALESTINIEN :
**DEUX ÉTATS OU UNE PALESTINE
DÉMOCRATIQUE, LAIQUE ET
NON-RACISTE ?**

ANGEL LUIS PARRAS SEN,
Dirigeant de la LIT-QI

JOSEPH WEIL
Dirigeant du PSTU (Brésil),
ancien membre d'un groupe de jeunesse sioniste.
Il a participé à une visite aux camps
de réfugiés palestiniens en Syrie en 1992.

Pendant que nous écrivons cet article, la situation en Palestine évolue vers une guerre ouverte entre Israël et le peuple palestinien, selon Robert Fisk, journaliste anglais présent à Ramallah, Cisjordanie. Quelle est la sortie à cette *impasse* apparemment "sans solution" ? Comme chaque situation aiguë, cette nouvelle Intifada et la guerre civile posent des questions très profondes concernant le programme. Sur la gauche, la discussion au sujet de l'Intifada et le futur de la région et d'Israël est entrée dans un cul-de-sac autour du piège des "Plans de paix". Paraphrasant Clausewitz, on peut dire *qu'ils étudient à fond les tactiques, quelquefois la stratégie, presque jamais la guerre*. La seule chose en discussion paraît être si les plans de paix doivent être changés, s'il doit y avoir une intervention étrangère, de l'ONU, pour imposer la paix, mais rien au sujet de la nature même de ces plans, leur relation intime avec le *statu quo* d'Israël comme le colonisateur et oppresseur des peuples de la région, en particulier des palestiniens. Est-il possible d'avoir la paix entre le colonisateur et les colonisés ? Une solution à partir de deux états, un juif et un palestinien, est-elle possible ? De notre point de vu, il est devenu nécessaire de revenir aux questions de fond pour envisager une solution pour la révolution palestinienne.

La clef au problème se trouve dans la nature de l'état d'Israël.

Pendant l'intervalle de la mise en œuvre des plans de paix d'Oslo, une réalité est restée cachée, que l'Intifada d'Al-Aqsa a placé de nouveau à l'ordre du jour : la paix entre palestiniens et juifs est impossible aussi longtemps que se maintient l'état sioniste d'Israël. Le problème est dans la nature même et dans l'origine de ce état. Israël est un état artificiel, une enclave militaire de l'impérialisme américain, constitué sur la base de chasser par la force les habitants légitimes de cette terre, le peuple palestinien.³⁰

Basé sur les idées sionistes, Israël est par définition l'état d'une *race*, un *état théocratique*, constitué sur la base d'un critère religieux. Israël a été fondé et s'est dévelop-

³⁰ Voir l'article de Cecilia Toledo.

pé sur la base de la double idéologie d'un peuple choisi qui occupe une terre "sans peuple". En plus, depuis la fondation leurs dirigeants insistent sur le fait que les autres peuples de la région n'ont pas d'identité propre. Il est impossible d'avoir la paix avec un état qui s'appuie sur la colonisation et l'exclusion des gens qui habitaient les lieux où ce état s'est installé. Les fondateurs du sionisme ont été explicites à ce sujet. Theodor Herzl, dans son livre *L'état juif*, a dit : "*Il sera un bastion avancé de la civilisation de l'ouest contre la sauvagerie de l'est*". Aucune des tendances qui existent à l'intérieur du mouvement sioniste et qui ont gouverné l'état n'a jamais écarté ces définitions de base : que l'état juif est exclusif d'autres peuples, qu'une politique d'exclusion doit être appliquée aux arabes qui avaient habité la *terre promise* avant. Voilà pourquoi même la centrale syndicale Histadrut, suivant les directives du Poalei Zion (qui allait être à l'origine du Mapai, ancêtre et un des composants du parti labour de Barak et Peres) et de son chef Aaron D. Gordon, non seulement excluait de ses rangs les ouvriers non juifs, mais faisait aussi campagne pour que les *patrons* emploient seulement des ouvriers juifs et renvoient les arabes. "*Avodá ivrit*" (travail pour les juifs) est le slogan du Histadrut.

Malgré le fait que le financement d'Israël révèle la nature de l'état, aucun des tendances sionistes ne paraît être embarrassé pour admettre que l'état d'Israël a été financé depuis le commencement même par les E.U. et les lobbies puissants des millionnaires juifs. Seulement dans les premières années de sa fondation, entre 1949 et 1966, Israël a reçu 7 000 million de dollars. Pour se rendre compte de ce que signifie ce chiffre, il suffit de se souvenir que l'aide du *Plan Marshall*, concédée à l'Europe de l'ouest entre 1949 et 1954, n'a pas dépassé les 13 000 millions de dollars. Israël, qui à cette époque comptait un peu moins que 2 million habitants, a reçu la moitié de ce qu'ont reçu 200 million d'Européens - quoique sur une période plus longue. C'est à dire, Israël a reçu de l'impérialisme américain cinq fois plus par personne que ce qui a été affecté au plan déjà ambitieux de la reconstruction Europe. Un autre chiffre qui définit très clairement la nature de l'état d'Israël : dans les années 70-80, le total de l'aide américaine - sans compter l'aide de la diaspora ni les emprunts - a représenté 1000 dollars par habitant et par an, ce qui est l'équivalent de plus de trois fois le Produit National Brut par habitant de l'Egypte et de la plupart des pays africains. On sait d'ailleurs que les E.U. remettent chaque année à Israël une aide directe de 5 000 million de dollars.

L'aide inconditionnelle et illimitée reçue pendant ces 52 années est le prix pour les services que l'état sioniste rend, c'est le "prix de revient" pour que cet état affirme et développe librement sa fonction essentielle : amener à tout prix des juifs en Palestine, expulsez les arabes de Palestine et jouer le rôle de "*bastion avancé de la civilisation de l'ouest*". Comme le reconnaissent à présent des historiens juifs, tel que Tom Segev,³¹ en 1948 il y avait une politique pour diminuer au maximum la population non juive dans les limites de l'état sioniste. A cet effet, tous les moyens étaient justifiés : les expulsions, les meurtres, dynamiter des maisons et menacer les palestiniens; tout cela avec le but de prendre partout possession de la terre des habitants arabes.

³¹ Voir Le Monde Diplomatique, septembre 1997.

Les tendances qui gouvernent en Israël sont d'accord pour la stratégie

Les tendances sionistes partagent une compréhension et une stratégie pour les palestiniens qui peuvent être résumées dans les mots d'Edward Said³² : *"Le sionisme a toujours voulu plus de terre et moins d'arabes. De Ben Gurion à Sharon, passant par Rabin, Shamir, Netanyahu et Barak, il y a toujours eu une continuité idéologique ininterrompue où le peuple palestinien est considéré comme une absence désirable pour laquelle on se bat"*.³³ Quand les tendances sionistes disent que les juifs ont tous les droits "sur la terre d'Israël", cela implique que tout non juif n'a pas de droits du tout. *"Même Simon Peres, qui semble parfois tenir un langage plus humain, ne s'est jamais aventuré à dire que les palestiniens peuvent être considérés comme méritant un traitement comme égaux. Les juifs doivent être une majorité, posséder toute la terre, faire les lois pour les juifs et pour les non juifs, garantir l'immigration et le rapatriement pour les juifs seulement."* (Edward W. Said)

Les définitions de la tendance fasciste, qui a son origine dans les révisionnistes de Vladimir Jabotinsky, admirateur de Mussolini et de Hitler, et qui a sa continuité dans le Likud de Begin, Netanyahu et Sharon ont été et sont encore beaucoup plus direct dans ce sens.

Le livre *The Iron Wall* (Le Mur de Fer) de Lenni Brenner reproduit la pensée raciste et fasciste de ce fondateur du sionisme. *"Il est impossible pour quelqu'un de s'assimiler à une personne qui a un sang différent. Pour s'assimiler, il devrait changer son corps, devenir un d'eux dans le sang. Il ne peut y avoir aucune assimilation. Nous ne devons jamais autoriser des choses tel que les mariages mixtes, parce que la conservation de l'intégrité nationale est seulement possible à travers la pureté raciale et c'est pourquoi nous devons avoir ce territoire dans lequel notre peuple constituera les habitants racialement purs"*.

Tel que les *Afrikaner* de l'Afrique du Sud, ces racistes nazis considèrent les palestiniens comme des êtres humains inférieurs, un non peuple. C'est pourquoi ses partisans dans les colonies en territoire palestinien répètent encore sans beaucoup d'embarras qu'on *"ne peut les appeler peuple"*.³⁴ Les deux parrains et précurseurs de Sharon, Menachem Begin et Itzhak Shamir, ont une trajectoire qui met en pratique cette conception fasciste en relation avec la "question palestinienne". En 1988 Shamir a dit à propos de l'Intifada *"Nous devons créer une barrière et obtenir que les arabes de ces zones craignent de nouveau la mort..."*! Toute similitude avec la politique actuelle appliquée par Ariel Sharon n'est pas pure coïncidence. Même les laboristes, malgré leur rhétorique qui sonne différente de celle du Likud, participent à cette stratégie. La pratique est

³² Edward W. Said est un prestigieux intellectuel palestinien, inflexible opposant à Arafat et les accords d'Oslo, qui vit maintenant en exil. Jusqu'à 1991 il était membre du Conseil National Palestinien.

³³ De l'article: "Palestine: Nous devons ouvrir un deuxième front" de Al-Ahram Weekly On Line (selon traduction de la revue Rebelión).

³⁴ Le Monde Diplomatique, septembre 2000.

le critère de la vérité et les données sur l'occupation des territoires pendant ces dernières années montrent la même politique, avec une différence occasionnelle seulement dans l'accentuation et dans les discours. En 1936, Ben Gurion a dit (faisant référence à l'acceptation de la division de la Palestine) "*Un état juif partiel n'est pas notre but ultime; il est juste le commencement. Je suis convaincu que personne ne peut nous empêcher de nous établir dans d'autres parties du pays et de la région*". Et il a ajouté plus tard : "*L'état sera juste une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain pour notre expansion. L'état devra préserver l'ordre, pas en prêchant, mais avec les mitrailleuses.*"

D'après son biographe, Ben Zobar aurait dit lors de sa première visite à la ville de Nazare, dès 1948 : "*Pourquoi est-ce qu'il y a tant d'arabes ici ? Pourquoi ne les avez vous pas chassé ?*"³⁵ Moshe Dayan, Ministre de la Défense du gouvernement Labour en 1967, a déclaré : "*Nous sommes une génération de colonisateurs et sans les casques d'acier et le pistolet nous ne pouvons pas planter un arbre ou construire une maison. Nous ne nous céderons pas devant la haine de centaines de milliers d'arabes qui nous entourent, nous ne dévierons pas notre tête, afin de nous assurer que notre main ne tremblera pas. C'est le destin de notre génération : être préparés et armés.*"³⁶

Rabin, qui plus tard sera la Prix Nobel de la Paix, était Ministre de la Défense de Shamir en 1988 et d'après un journal peu suspect, le *Jerusalem Post*, sa politique contre la première Intifada était : "*la priorité absolue est l'usage de violence, d'appliquer la force, de frapper ... Il faut considérer cela comme plus efficace que la prison, car après la prison ils peuvent revenir pour tirer encore des pierres contre les soldats, mais si la troupe les casse la main ils ne peuvent pas recommencer...*" (New York Times, 21/01/88). C'est pourquoi il surprend à peine que la "colombe" Simon Peres accepte de faire partie si facilement du gouvernement du 'faucon' Sharon. L'organisation israélienne Gush Shalom, qui lutte pour le retrait des colonies des territoires occupés, en boycottant leurs produits, a publié le suivant dans le journal Haaretz du 16/2/01 : "*il y a dix jours, le Parti Labouriste a déclaré que Sharon allait provoquer un bain de sang et la guerre. Maintenant les dirigeants labouristes courent pour faire partie du gouvernement de Sharon, prêts à lui fournir tout le soulagement dont il a besoin pour le bain de sang et la guerre*".

La réponse à la question sur ce qui est mène des tendances apparemment opposées comme le Likud et le Labour à former un gouvernement "d'unité" réside dans l'accord stratégique sur la nature de l'état colonisateur, qui conduit vers une alliance historique de ces deux tendances malgré toutes leurs différences tactiques. Par exemple : ils se sont divisés sur l'approbation de la division de la Palestine en 1947, mais pas sur que faire avec les résidents arabes. Les manières de penser de Ben Gurion, Dayan, Rabin,

³⁵ Shoeman, R., *Historia Oculta del Sionismo*, Barcelone, Marxismo y Acción, 1988, p. 41.

³⁶ Cité par Rotschild, Jon, "How the arabs were driven out of Palestine", *Intercontinental Press*, n° 38, New York, 1973; voir aussi l'article "Le catalogue pratique de Sharon" par Uri Avneri, dirigeant pacifiste israélien, 21/02/01.

Reres ou Barak ont toutes la même matrice : l'idée clef d'un état juif, et qu'il est nécessaire de construire les fondations pour cela au prix de se débarrasser des arabes. Toutes les négociations de paix sont pour assurer ce cadre et pour obtenir que les palestiniens acceptent de vivre dans les ghettos qui leurs sont réservés.

L'expansion comme tâche essentielle pour l'état sioniste.

Ceux qui défendent la possibilité de la formation deux états, un juif et un palestinien, paraissent s'appuyer sur un critère "rationnel" et "équitable". Supposons que quelqu'un voit sa maison envahie, une partie de sa famille assassinée et une autre expulsée et ceux qui restent coincés dans un espace minuscule de la maison. A partir de ce moment, toute sa vie, manger, obtenir une éducation, se déplacer, ... tout cela dépend des accords qui peuvent être atteints avec l'occupant qui, en outre, continue à amener plus de gens dans une maison qu'il a déjà commencé à considérer comme la sienne. En quoi consiste le critère 'rationnel' et 'équitable' des deux états ? Légitimer l'outrage ? Donner un caractère légal à l'occupation ? Mais supposons que cette imposition est acceptée comme impératif. Les accords d'Oslo, de même que tous les Plans de Paix, ont essentiellement ce fondement des deux états et l'histoire s'est montrée sans appel face à ce genre de raisonnement : au milieu de la misère croissante et d'exclusion des palestiniens, l'élan d'expansion sioniste a été permanent.

Dans la mesure où la raison d'être de l'état sioniste est d'apporter "un peuple sans terre" à "une terre sans peuple", l'expansion est inséparable de sa nature même. La Palestine historique s'étend sur plus de 27 242 km² et Israël en a déjà occupé plus de 22 000 km², c'est à dire, plus de 80% du territoire. La conquête des territoires par l'armée israélienne s'est accompagnée de l'installation des colons juifs. Seulement pendant la première année des Accords de Paix d'Oslo, Israël a confisqué 670 km² de territoire palestinien afin d'agrandir les colonies et d'ouvrir de nouvelles autoroutes entre eux, ce qui signifie, en passant, la destruction de 14 000 arbres fruitiers. Pendant ce temps, le nombre de colons en Cisjordanie (sans prendre Jérusalem en considération) a augmenté de 125 000 à 136 000. En dix années de négociations de paix, le nombre de colons juifs a doublé.

Il y en a qui blâmeront le Likud ou les "extrémistes" pour la continuité de l'expansion des implantations juives et ils citent le fait qu'à différents moments il y a eu des tensions entre les colons et le gouvernement sioniste du moment. Mais cela n'absout pas l'état et ne le blanchit en rien de cette politique d'expansion; cela ne cache pas la vérité indéniable que l'expansion a été continuée aussi bien sous les gouvernements du Likud que sous ceux du parti labouriste. Simon Peres a déclaré en 1995 que les colons n'étaient pas un obstacle sur la trajectoire de paix, qu'ils pourraient rester en Cisjordanie et Gaza à partir de la fin du processus de paix (entrevue pour Der Spiegel 5/3/1995). Il suffit de voir les facilités pour coloniser, pour se rendre compte qu'il n'y a de nos jours aucun vrai plan de décolonisation; sur cela il y a plein accord entre le Labour et le Likud. On peut rappeler beaucoup d'exemples comme dans Maale Alu-

min³⁷ où un juif trouvera des avantages extrêmes pour s'installer. Mais pour voir le rôle de l'état lui-même, il suffit de rappeler qu'à Hébron, il y a 700 soldats pour protéger 350 colons installés dans le centre même de la ville, ou que dans la bande de Gaza, dans l'enclave de Netzarum, il y a un bataillon entier pour protéger 53 familles juives.

Pour beaucoup de raisons, une grande partie du conflit est centré sur Jérusalem et ce n'est pas une coïncidence que la ville a été le décor où la nouvelle Intifada a émergé. Ceux qui défendent les Plans de Paix et la "solution des deux états" doivent prêter une attention spéciale au processus à Jérusalem. C'est sur la base de la théorie de la coexistence des deux états qu'une résolution de l'ONU a divisé Jérusalem artificiellement en deux en 1948. La partie de l'ouest, occupée par Israël, était habitée principalement par des arabes. 60 000 palestiniens des quartiers de l'ouest de Jérusalem et des communes environnantes ont été forcés par la terreur de quitter leurs maisons. Le 22 juin 1967, Israël a annexé militairement la partie Est qui était jusqu'alors sous contrôle jordanien. Pendant les années 60 et 70, Israël étend la présence juive à travers l'expropriation des propriétés d'arabes. Dans les années 80, des colons juifs liés aux secteurs les plus fascistes s'installent dans le quartier arabe du centre de la ville, dans le voisinage de Haram al Sharif, avec l'appui du Ministère de Logement qui était dirigé alors par Ariel Sharon.³⁸ Sous les gouvernements plus récents du Labour et du Likud a été créé le projet du *Grand Jérusalem*, réservé aux juifs seulement. Entre 1996 et 1998, 42 colonies "sauvages" se sont ajoutées à cette expansion du "Grand Jérusalem". Le 23 juin 1998, le gouvernement Israël a avalisé le plan du Grand Jérusalem par des mesures comme, par exemple, le retrait du permis de résidence aux arabes qui étaient enregistrés dans le recensement de l'Autorité Nationale Palestinienne ou qui avaient une maison dans les territoires administrés par l'ANP. Le plan était basé sur le but déclaré de maintenir la balance démographique de 7 juifs pour chaque 3 palestiniens et d'isoler la ville du reste de la Palestine, et de prévenir de ce fait l'augmentation des quartiers arabes et d'établir ainsi une région d'expansion pour la population juive dans la Cisjordanie. Au moyen d'annexions de terre et d'expropriations illégales dans les municipalités dans la proximité de Jérusalem (Ramallah, Bethléem, Beir Sahur) - dit un expert Hollandais, Jan de Jong - un système de deux anneaux concentriques d'implantations juives a été créé qui entoure complètement Jérusalem. Comme le maire palestinien d'Hébron a dit : "*ils ne veulent pas vivre à côté de nous mais au lieu de nous*".³⁹

"L'État" de la misère palestinienne

Au-delà de toute rhétorique, dans le cas hypothétique que les deux états seraient reconnus, la vérité est que seulement le plus complet aveuglement ou le cynisme illimité permettrait à quelqu'un d'appeler "état palestinien" ces ghettos insignifiants de misère, enfermés par des colons et des militaires sionistes, au milieu de la suprématie économique, militaire et politique de ces derniers. L'expansionnisme sioniste est associé à

³⁷ El Mundo 8/4/01.

³⁸ C'est l'enceinte sacrée islamique.

³⁹ Le Monde Diplomatique, éd. en espagnol, janvier 2001.

deux faits inséparables de la vie palestinienne : la Diaspora de presque 4 million de palestiniens, dans une population totale qui n'atteint pas 8 million, et la pénurie la plus absolue de presque 3 million de palestiniens qui vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. L'expansion sioniste a ruiné l'agriculture palestinienne. En confisquant la terre, en imposant des quotas sur les exportations au marché israélien, à travers le contrôle d'importations d'outils ruraux ou l'envoi aux territoires occupés de la production agricole excédentaire israélienne à des prix extrêmement compétitifs, l'extension de la terre cultivée a été réduite; on a limité le nombre de travailleurs dans les fermes et on a poussé les habitants de beaucoup de villages au marché du travail israélien. Ne manquait pas d'ailleurs à ce plan, la prohibition pour les fermiers palestiniens d'exporter leurs produits en Jordanie ou l'arrachage de plantations entières d'olives ou de vergers. Mais c'est surtout l'eau qui est devenue une arme indiscutablement puissante dans les mains des sionistes. Les ressources hydrauliques - à cause du fait qu'ils sont si rares - sont devenus un élément stratégique dans le Moyen Orient et c'est pourquoi des zones tel que les Hauteurs du Golan ont été une source constante de différends. Pendant des années, les ordonnances militaires sionistes ont inclus la destruction de puits palestiniens, une prohibition pour eux de creuser à plus de 120 m de profondeur (aux colons sionistes il est permis de creuser jusqu'à une profondeur de 800 m) et l'appropriation des puits des "absents", etc. Depuis 1982, tout le système hydraulique est sous l'administration du "*Réseau National Israélien*". Les habitants palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie ont droit à 115 million de mètres cubes par année. Ce qui représente 19% des ressources de leur pays. L'économie israélienne et les implantations juives ont 485 millions de mètres cubes. Quant aux infrastructures, seulement 2% des villes en Cisjordanie ont un système d'égout; seulement 21% des habitants ont un système de collection de la litière; à peine 44% des villes ont un accès permanent à électricité et à peine 20% des habitants sont connectés au réseau du téléphone. Dans une étude réalisée au début des années 90,⁴⁰ dans une situation qui était "meilleure" qu'aujourd'hui, les données qui font référence à la santé étaient pertinentes. Des 830 million de dollars des impôts récoltés dans les territoires occupés par les autorités militaires israéliennes, pas plus qu'environ 300 sont revenus dans des projets de santé, d'éducation et de services sociaux. Dans cette période, les dépenses de l'administration civile dans les matières de santé sont tombées de 40 à 18,3 dollars par personne, pendant qu'en Jordanie la couverture était de 140 dollars et en Israël de 350 dollars par personne. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y a pénurie de lits et de médicaments dans les hôpitaux palestiniens.

Par manque de ressources "500 écoles, huit universités et plus de 11 000 employés du secteur pédagogique languissent dans les Territoires Occupés, sans aucun financement ou gestion" (Edward Said). L'économie palestinienne vit dans une phase de paupérisation absolu, surtout depuis 1967 quand les autorités jordaniennes ont finalement décapitalisé toute la bande orientale pour favoriser l'industrialisation de l'ancienne Transjordanie. Le rôle de l'économie palestinienne dans la "division du travail"

⁴⁰ Cité dans "Palestine, le volcan", Adrian Mac Liman.

est déterminé par les projets de l'occupant. Dans un rapport du Ministère Israélien de la Défense de 1970 il est écrit que "*d'un côté, les territoires occupés sont un marché supplémentaire pour les exportations israéliennes et les entreprises qui appartiennent au secteur des services et, de l'autre côté, il est vraisemblable qu'ils se transformeront en un réservoir de main d'œuvre non qualifiée*".⁴¹

Déjà en 1987, plus de 92% de l'importation de Gaza et de Cisjordanie provenaient d'Israël. A titre de comparaison, en 1992-1993 le PNB israélien était de 63 000 millions de dollars, le jordanien de 4 100 millions et celui des territoires occupés de 2 200 millions de dollars, dont - il faut le remarquer - un dollar sur trois provient de la main d'œuvre employée en Israël, des 600 000 palestiniens qui dépendent du marché de travail israélien. La fermeture des territoires, décrétée par le gouvernement israélien, ne peut qu'ajouter encore d'avantage d'asphyxie à ce cadre de paupérisation. Le chômage s'est élevé en flèche de 23 à 50% de la population active et on a calculé qu'en ces années dernières le pouvoir d'achat de la population de Gaza et de Cisjordanie a diminué de 46%. En plus, comme si ce n'était pas assez, les Accords de Paix contraignent l'Autorité Nationale Palestinienne à "la même politique d'importation" qu'Israël, ne lui accordant comme "marge" que la possibilité d'importation de certains produits des pays arabes, en quantités limitées et à des prix convenus au préalable avec Israël. On peut alors se demander quelle est la viabilité d'un état sans ressources hydrauliques, avec l'agriculture dévastée, sans infrastructure de logement, de système sanitaire, d'éducation ou de transport... et avec même pas de façon formelle l'indépendance d'établir des relations de commerce extérieur ? Dans de telles conditions de coexistence entre les deux états, le soi-disant "état palestinien" ne serait jamais autre chose que l'administration du ghetto, la gestion d'un Batustan dont les ressources économiques minimales dépendraient de "l'aide étrangère", le genre d'aide administré à compte-gouttes en fonction de ce que les mesures adoptées plaisent au donateur.

Des accords de paix qui fabriquent des Batustans

Déjà en 1988, l'ancien sous-secrétaire d'état, George Balle (des gouvernements Kennedy et Johnson), a déclaré dans son article *La paix d'Israël dépend d'un état pour les palestiniens* que "*l'inquiétude d'Israël au sujet de sa sécurité pourrait être satisfaite dans une large mesure en rédigeant un traité formel avec des sauvegardes liées et exécutoires qui prévoient le nouveau état palestinien d'avoir tout genre de force armée propre et qui délimiteraient la quantité et le type d'armes que leur police peut utiliser. Comme une sauvegarde additionnelle, l'accord pourrait inclure l'installation de postes de surveillance plus développés, plus nombreux et plus efficaces que ceux qui fonctionnent actuellement dans le Sinaï suite à l'accord de paix d'Israël avec l'Égypte*".⁴²

⁴¹ Ibidem.

⁴² Los Angeles Times, 10/01/88, Shoeman, Ralph, op. cit p. 119. Il suffit de regarder les postes de vigilance israéliens dans Gaza et Cisjordanie, responsables de la mort de

Les soi-disant Accords d'Oslo, signés en septembre 1993 et résolus secrètement entre le gouvernement Israélien et la direction d'Arafat, sont parfaitement en harmonie avec cette vieille proposition faite par les fonctionnaires du gouvernement des E.U. Mais ces accords doivent aussi être expliqués par le changement dans la stratégie palestinienne, qui a commencé en décembre 1988 avec la décision de la majorité du Congrès National Palestinien menée par Arafat, de reconnaître l'état d'Israël. Ce changement a concentré le centre de la stratégie palestinienne sur la négociation, sur base de la reconnaissance des deux états.

Les accords d'Oslo ont été le point culminant de cette stratégie et ont été accompagnés d'une diffusion énorme qui a distribué généreusement des éloges et des félicitations. La déclaration elle-même commence avec une formulation solennelle faite par les signataires qui disent que le moment était arrivé "*de mettre fin aux décades de confrontations et de conflits, de reconnaître mutuellement les droits légitimes et politiques, de faire un effort pour vivre dans la coexistence pacifique, la dignité et la sécurité mutuelle...*"

Pour les palestiniens, les *droits légitimes* et la *dignité* signifient en résumé une "autonomie" qui manque de ressources, des ghettos de pauvreté encerclés par les forces armées israéliennes... En échange de cela, Arafat a renoncé non seulement à l'autodétermination mais aussi à Jérusalem et aux droits des réfugiés, c'est à dire, aux droits de 55% de la population palestinienne. En plus, en fractionnant les négociations (la question du retour des réfugiés a été laissée dehors), Arafat s'est obstiné à fractionner la résistance palestinienne. Edward W. Said a défini les accords d'Oslo comme un "*instrument de soumission*", comme une "*capitulation*" : "*Israël a obtenu des arabes l'approbation, la reconnaissance et la légitimité, sans devoir renoncer à la souveraineté sur les territoires occupés, parmi eux Jérusalem de l'est.*" Les accords sont en parfaite harmonie avec le maintien d'Israël comme un état sioniste. Avec cette signature d'Arafat s'impose la vision raciste et théocratique qui reproduit les solutions précédemment imposées par l'impérialisme sur leurs colonies au XIXième et XXième siècle. Une définition fournie par Edward Said illustre ces antécédents et permet de fournir un repère historique pour la situation actuelle, qui donne le cadre des négociations sur la région : "*Les accords d'autonomie avec lesquelles les palestiniens (nous excluons les 4 millions de réfugiés dont le destin a été relégué à la situation brumeuse de 'statut final') doivent se contenter sont un amalgame curieux de trois 'solutions', historiquement abandonnées mais idéalisées par les colonisateurs blancs pour les problèmes des peuples anciens de l'Afrique et de l'Amérique au XIXième siècle. Un d'eux a été basé sur l'idée que les autochtones peuvent être convertis en des existences exotiques sans importance, privées de terre et maintenues dans de telles conditions de vie qu'elles soient réduites à être de la main d'œuvre temporaire ou des agriculteurs pre-modernes. C'est le modèle indo-américain. Le deuxième consiste en la division de leurs terres (réserves) en Batustans sans continuité, et l'établissement d'une politique de l'apartheid qui*

beaucoup de palestiniens depuis la nouvelle Intifada, pour se rendre compte que ce modèle a eu du succès.

*fournirait au colon blanc (dans ce cas, l'israélien) des privilèges spéciaux pendant qu'aux autochtones on les permet de vivre dans des ghettos misérables; de cette façon, ils seraient responsables pour les matières municipales, sans pour autant échapper au contrôle par le blanc (une fois encore, l'israélien). C'est le modèle sud-africain. Finalement, le besoin d'accorder un certain degré d'acceptation sociale exige qu'un 'chef' autochtone mette sa signature en bas de la page. Temporairement, ce chef obtient un statut plus haut que celui qu'il avait avant, il reçoit l'appui du blanc, un titre, deux ou trois privilèges, et peut-être une force de police indigène, de façon que tout le monde serait capable d'apprécier facilement que le meilleur a été fait pour ce peuple. C'est le modèle suivi par les anglais et les français en Afrique au XIXième siècle. Arafat est l'équivalent pour le XXIème siècle de ces chefs africains."*⁴³

Le virage à la stratégie des deux états est la politique et l'orientation de la direction d'Arafat. Il serait impossible de comprendre l'Intifada sans cet encerclement d'asphyxie, de misère et de terreur que l'état sioniste impose, mais il faut remarquer que l'Intifada est aussi un soulèvement contre cette politique qui rend le sionisme légitime pendant qu'il condamne le peuple palestinien à la faim et l'occupation.

Au sujet de quelques arguments utilisés par la gauche en faveur des deux états.

Ce serait aller au-delà des limites nécessaires et des prétentions de cet article, de répondre aux multiples arguments brandis par ceux qui - de la gauche - soutiennent qu'une sortie du conflit serait une solution pacifique basée sur la formation de deux états. Par exemple, un argument de ceux qui défendent la solution "réaliste" est d'affirmer qu'Israël est devenu une réalité après 50 années d'existence. La validité de cet argument serait la même que celle de soutenir il y a quelques années que l'Apartheid de l'Afrique du Sud était devenu une "réalité" après tant de décades et devait être acceptée par les noirs avec quelques réformes. Ce serait un argument aussi "progressif" que de demander à San Martin[§] à être réaliste et accepter le fait évident que l'Espagne avait gouverné l'Amérique Latine pendant plus de trois siècles. Nous voulons donc faire référence en particulier à une tendance qui, depuis la gauche, défend la solution des deux états et de la reprise des négociations de paix, le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (S.U.)^{§§}.

Michael Warshawski, dirigeant de leur groupe israélien, spécialiste sur le sujet et qui écrit les articles pour le magazine Rouge de la LCR, section Française du S.U., fait campagne "pour 'une vraie paix' et la coexistence entre les deux états sous le parrainage de l'ONU". D'après Michael Warshawski : "Pour arrêter la folie meurtrière il

⁴³ Said, E., op. cit. p. 15.

[§] Héros national de l'Argentine qui, au début du XIXième siècle, a combattu la domination de l'empire espagnol dans trois pays sud-américains. On pourrait aussi dire que c'est comme demander à Lumumba d'accepter la 'réalité' que les belges se trouvaient au Congo depuis plus d'un siècle. (Note du traducteur.)

^{§§} La section belge du S.U. est le P.O.S./S.A.P.

doit y avoir une intervention internationale, décidée à imposer au moins le retrait des forces militaires israéliennes et la définition à nouveau d'un cadre de négociations qui puisse mettre fin au diktat israélo-américain. Les palestiniens demandent une protection internationale et cette demande doit être reprise avec force par le mouvement de solidarité qui commence à s'organiser dans le monde, après sept années de confusion maintenue par les accords de paix."⁴⁴ "Une force d'interposition internationale serait - sans aucun doute - la solution la moins chère. C'est ce que demandent les palestiniens. C'est aussi ce qui peut accélérer la reprise des négociations, que le gouvernement de Barak - plus isolé que jamais et incapable de prendre toute décision sauf la de frapper - sait être inévitable. C'est pourquoi, une intervention internationale pourra non seulement éviter la massacre des palestiniens mais aussi limiter le nombre de victimes du côté d'Israël, qui ne cesse de grandir, comme le confirme le dernier attentat de Gaza."⁴⁵

C'est à dire, face à une telle offensive qui serait impossible de vaincre à cause des forces hors de proportion, ce qui serait "réaliste", ce qui serait "révolutionnaire" est lancer un appel à la bonne volonté d'une... intervention internationale... pour imposer, ni plus ni moins, le retrait des forces israéliennes ! Les dirigeants du S.U. ont pris comme habitude politique de réclamer une intervention internationale chaque fois qu'il y a un conflit n'importe où dans le monde - Bosnie, Kosovo, Timor, Tchétchénie... Un pacifisme bien curieux, celui qui trouve la solution à tous les problèmes dans l'exigence d'interventions militaires de la part de la soi-disant "communauté internationale". Un anti-militarisme bien curieux, celui qui transforme les armées de l'ONU en instruments politiques pour toutes les solutions. Et une politique bien pitoyable et malheureuse, celle qui constamment fait appel à avoir confiance en dans des institutions comme l'ONU, comme si celle-ci était neutre ou étrangère au problème, comme si l'ONU ou les armées qui interviennent en son nom étaient au-dessus des grands états, au-dessus des classes, comme s'ils n'étaient pas subalternes à l'impérialisme, en particulier à l'impérialisme nord-américain. Warshawski paraît considérer "la communauté internationale" ou l'ONU comme ayant une autre politique, qualitativement différente, face au conflit, différente de celle des plans de paix qui sont en train d'être appliqués. Comme si de la main de l'intervention militaire de l'ONU arriveraient les "vrais" plans de paix, ou seraient reconnues les revendications légitimes des palestiniens. Ne se souvient-il pas que c'est l'ONU qui a partagé la Palestine, pour permettre la formation de l'état sioniste d'abord et lui donner un manteau de légitimité internationale par la suite ? A-t-il oublié que c'est l'ONU qui a approuvé la persécution militaire de tous ceux qui prennent les armes contre sa résolution de partager la Palestine ? N'est-ce pas avec le parrainage de l'ONU que les accords scandaleux d'Oslo ont d'abord été négociés secrètement et ont par la suite été signés, ces accords qui ont causé tant de souffrances au peuple palestinien et contre lesquelles s'insurge l'Intifada actuelle ? Michael

⁴⁴ Michael Warshawski: Crise palestinienne-israélienne - Bruit de Bottes, Rouge, octobre 2000.

⁴⁵ Michael Warshawski, Des bombes sur Gaza, Rouge, novembre 2000.

Warshawski est parfaitement informé du fait qu'entre toutes les organisations de la gauche dans le monde, seul la Quatrième Internationale a élevé sa voix en 1948 contre la constitution de l'état d'Israël. "A bas la partition de la Palestine ! A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les 'médiateurs' et les 'observateurs' des Nations Unies !" disait la déclaration de la Quatrième Internationale.⁴⁶ Warshawski devrait reconnaître au moins que l'exigence des "deux états", de la coexistence des deux états et de la demande insistante que l'ONU devrait intervenir, que le S.U. défend aujourd'hui, est totalement opposée à la déclaration de programme de la IV Internationale. Warshawski exige un "force internationale d'interposition", laquelle - de se mettre en place - serait évidemment forcée de s'interposer entre l'armée israélienne et... les jeunes palestiniens qui sont les protagonistes de l'Intifada. Et si les jeunes palestiniens refusent d'arrêter de jeter des pierres, s'ils refusent d'attendre patiemment de nouveaux "plans de paix" ? La solution préconisée par Warshawski n'est possible qu'à condition ... **d'arrêter l'Intifada**, car sinon, ces jeunes devront faire face à l'armée israélienne et à celui de l'ONU. Warshawski déclare que cette intervention est "*ce que demandent les palestiniens*". Il devrait préciser mieux, et dire que c'est ce qu'Arafat veut. Ne pas faire cette précision est une façon de confondre la défense des palestiniens et leur Intifada avec celle d'Arafat et sa politique. Arafat demande l'ONU pour négocier avec Israël... et mettre fin à une Intifada qui a surgit en dépit de lui et en grande partie contre lui. Proposer comme solution de demander l'intervention de l'ONU, sans mentionner qui veut cette solution, revient à soutenir la perpétuation de l'état d'Israël, à soutenir la politique d'Arafat, ce qui est en fait le contraire du soutien inconditionnel à l'Intifada.

En revenir à la défense d'une Palestine démocratique, laïque et non-raciste

La forteresse de l'état d'Israël, son existence qui a duré pendant cinquante années maintenant, ne peut pas s'expliquer par son pouvoir militaire, même pas en tenant compte de tout l'arsenal américain. Comme dans toute guerre, c'est l'aspect politique qui définit la question et pas les moyens techniques militaires, pour importantes qu'elles puissent être. Il serait difficile de trouver dans l'histoire un état qui - pendant qu'il domine par le feu et l'épée, pendant qu'il expulse, pille et assassine - est présenté comme une "pauvre victime assiégée", "entourée par des ennemis", qu'on "ne laisse pas vivre en paix". Le sionisme peut compter avec le blindage de la TV et de la presse mondiale et avec le soutien des états les plus puissants et influents dans le monde, sans compter les émetteurs de télévision, les journaux et les clubs dont disposent les puissantes communautés sionistes dans le monde et les grands lobbies millionnaires. En plus, il compte avec une multitude d'organisations politiques, syndicales et culturelles, y compris une grande partie de la gauche qui en fin de compte fait partie de la manipulation infâme de capitaliser en faveur du sionisme toute la souffrance du peuple juif pendant l'holocauste (voir l'article de Cecilia Toledo), de confondre délibérément les

⁴⁶ Quatrième Internationale, juin 1948.

juifs avec les sionistes, de ne pas voir ou de minimiser, voir de justifier la terreur de tout un état. Le changement de politique d'une partie de la direction palestinienne, celle d'Arafat, et leur stratégie des deux états, est avant tout une victoire du sionisme, étant donné quelle rend légitime le droit à l'existence de l'état sioniste. A partir de ce moment, toute négociation ne peut conduire tôt ou tard qu'à une détérioration systématique, au ghetto, à la misère. Comme déclare Ralph Shoenman, un trotskiste juif américain, dans son *Histoire cachée du sionisme* : "En réalité, les soi-disant défenseurs des droits palestiniens qui demandent l'acceptation et la reconnaissance de l'état d'Israël, n'importe la façon dont ils en déguisent le caractère, agissent en faveur de l'état colonial établi en Palestine. Ils utilisent la couverture soi-disant de gauche de l'autodétermination "pour les deux nations", mais cet usage sophistiqué du principe de l'autodétermination est équivalent à un appel caché pour une amnistie pour Israël".⁴⁷ Ce virage stratégique de la direction d'Al Fatah a été - et est encore - dirigé au gouvernement américain et aux bourgeoisies européennes. Il s'agit de montrer du "sens commun" et de plaire aux possibles donateurs. *Maintenant oui !* l'OLP soutient une politique "intégrante", "non-exclusive", "de coexistence entre arabes et juifs". Voilà ce que répètent encore et encore les défenseurs du virage stratégique. Et même dans cet aspect crucial de toute lutte qu'est la bataille idéologique, le virage paraît être une certaine reconnaissance tacite des thèmes répétés et réactionnaires que le sionisme a toujours affiché : "les palestiniens veulent en finir avec les juifs", "ils veulent les jeter à la mer", "mettre fin à l'état d'Israël est de l'antisémitisme, est une persécution des juifs". Mais qui autre que le programme de fondation de l'OLP a proposé la coexistence des arabes et des juifs dans un seul état ? La proposition d'une *Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste*, soutenue par le programme de l'OLP approuvé en 1969, a marqué toute une perspective d'émancipation qui visait à une convergence des arabes et des juifs sur la base d'éliminer le colonialisme sioniste. Une Palestine dans laquelle les juifs qui n'ont pas participé à l'invasion sioniste étaient "considérés comme des palestiniens." Ce programme affirmait que "*Le mouvement de libération national palestinien ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, expression d'une colonisation sur la base d'un système théocratique, raciste et expansionniste, expression du sionisme et de colonialisme.*"⁴⁸

Ce programme définissait une stratégie pour la révolution palestinienne capable d'attirer le soutien des masses en Palestine et dans le reste du monde arabe, ainsi que des secteurs des masses les plus pauvres qui ont souffert sous la domination du sionisme et des couches de la jeunesse juive, fatiguée d'être de la chaire à canon dans une guerre sans fin pour satisfaire les objectifs coloniaux insatiables de Sharon, Peres et compagnie. Un programme et une stratégie qui accentuaient le soucis de ne pas confondre les juifs avec les sionistes.⁴⁹ Le président Yasser Arafat, alors nouvellement élu,

⁴⁷ Shoenman, R., op. cit., p. 117-118.

⁴⁸ Garaudy, R., *Palestina, tierra de los mensajes divinos*, Madrid, Fundamentos, 1986, p. 403.

⁴⁹ Déclaration politique de l'Al Fatah 01/01/69.

disait en expliquant le programme de fondation : "*Comme Président de l'OLP, j'exhorte les juifs - chacun individuellement - à reconsidérer votre opinion au sujet du chemin à l'abîme le long duquel le sionisme et les chefs israéliens vous mènent (...)* Nous vous faisons l'appel le plus généreux afin de vivre dans une paix juste, ensemble en notre Palestine démocratique."

L'Intifada de 1988 - 92 a pour la première fois forcé Israël, avec l'aide des E.U., à négocier, et a rendu possible la survie de la direction de l'Al Fatah. Et Arafat a pris le rôle principal des négociations suivant le modèle Américain de demander la paix et de trahir les combattants héroïques des pierres. Après une décade, quel est le bilan de ce virage ? Arafat est maintenant le président d'un Batustan de misère et de souffrance, et son autorité est de plus en plus souvent mise en question au milieu d'accusations de corruption et de torture et de division de la résistance palestinienne. La nouvelle Intifada non seulement répète les scènes d'héroïsme du peuple palestiniens et renouvelle, à travers sa jeunesse, l'engagement pour lutter ; elle est aussi une remise en question complète de tout ce virage stratégique, de la politique des deux états et des Accords de Paix. Edward Saïd dit qu'en défense de l'Intifada, il s'agit d'ouvrir "*un deuxième front*". Nous pensons que c'est vrai, car selon nous, défendre la cause palestinienne, soutenir l'Intifada, implique doubler les efforts pour expliquer, expliquer et expliquer dans tous les coins du monde les raisons de la lutte palestinienne. Il faut neutraliser les discussions trompeuses du sionisme, rompre l'encerclement dans lequel on veut enfermer la Palestine, et de cette façon, entourer l'Intifada héroïque avec la solidarité. A ceux qui mentionnent les "*plans de paix*" comme un "sortie du conflit", à ceux qui abandonnent la lutte stratégique pour une *Palestine démocratique, laïque et non-raciste* au nom d'un soi-disant réalisme face à la "force de l'ennemi", il convient de dire qu'il ne s'agit pas du tout de sous-estimer la puissance du sionisme et de l'impérialisme, mais qu'il est bon de se rappeler que récemment les combattants du Liban ont obtenu le retrait des troupes israéliennes et que pour cela ils ont été aidé par l'activité des mères des soldats juifs, qui n'acceptaient plus la perte de leurs enfants pour une guerre qui n'avait pas de sens.

A partir du Liban, des symptômes de lassitude ont commencé à apparaître dans la jeunesse juive avec des années de guerre pour le colonialisme. Il y a déjà des groupes d'action en Israël contre l'occupation des territoires occupés (Gush Shalom) et il y a des soldats qui - comme Noam Kuzar - refusent d'y servir, orientés par des groupes comme Yesh Gvul. Ce qui a eu lieu en l'an 2001, le jour de la commémoration de la fondation de l'état d'Israël, serait impensable il y a quelques années : une contre-manifestation de ces groupes qui réunissent des juifs et des palestiniens a eu lieu en Jérusalem. La résistance palestinienne et arabe au colonialisme sioniste a ouvert les premières brèches dans les forces armées israéliennes, jusqu'ici regardées comme invincible. Et aujourd'hui, le courage des activistes de l'Intifada ne désigne pas, en dépit des meurtres, des attaques et des menaces de l'armée sioniste. Dans leurs esprits, leurs cœurs et leurs actions repose l'espoir et le futur du peuple palestinien et de leur révolution.

HAMAS :

DE L'ÉTAT SIONISTE À L'ÉTAT ISLAMIQUE

ANGEL LUIS PARRAS SEN,
JOSEPH WEIL

"Au nom d'Allah, le miséricordieux, le magnanime. Vous êtes la meilleure communauté qui a jamais surgi pour l'humanité. Vous imposez la conduite vertueuse et interdisez l'indécence; vous croyez en Allah. Et si le Peuple de l'Écriture aurait cru, il aurait été meilleur pour eux. Quelques-uns parmi eux sont croyants; mais la plupart pratiquent le mal. Ils ne vous endommageront pas, sauf pour une blessure légère; et s'ils luttent contre vous, ils devront reculer et fuir. Après tout, ils ne seront pas aidés. L'ignominie sera leur part où que ce soit qu'ils se croient sauvés, [ou que ce soit qu'ils saisissent] une corde d'Allah et une corde de l'homme. Ils s'attireront la répugnance de leur Seigneur et la misère sera lancée contre eux. C'est ainsi, parce qu'ils refusent de croire à la révélation d'Allah et ils ont attaqué les prophètes par erreur. Il en est ainsi, parce qu'ils ont pris l'habitude de ne pas croire dans les révélations d'Allah et qu'ils ont attaqué les Prophètes de façon erronée. Il en est ainsi, parce qu'ils étaient rebelles et ils ont pris l'habitude de transgresser." Surat Al-Imram (III) vers 109-111 ...Israël prédominera et restera debout jusqu'à ce que l'Islam l'élimine, de la même façon qu'ils ont, eux, éliminé leurs prédécesseurs.

L'article Huit

Allah est son but, le Prophète est son modèle, le Coran sa Constitution, le Jihad sa trajectoire et la mort pour la cause d'Allah sa croyance la plus sublime."⁵⁰

Le paragraphe cité correspond à la charte de constitution du HAMAS. Cette attitude fondamentaliste est reprise par la propagande sioniste pour affirmer leur slogan répété : que "les arabes veulent jeter les juifs à mer", qu'ils sont tous des 'fanatiques', etc.

Depuis la première Intifada, un mouvement anti-sioniste d'une nature religieuse islamique grandit et prend force : le Hamas. La force qu'acquiert ce mouvement est, essentiellement, en rapport avec le virage de la direction de l'OLP, quand elle a reconnu l'état sioniste, quand elle s'est identifiée avec les accords d'Oslo et quand elle s'est soumise au diktat de l'impérialisme américain. Les forces traditionnellement de gauche à l'intérieur de l'OLP, tel que le FPLP et le FDPLP, même s'ils ont critiqué les positions d'Arafat, ne se sont pas constitués en une vraie alternative de direction qui s'oppose à l'Autorité Nationale de Palestine (ANP), et ils ont, de ce fait, laissé un vide pour ceux qui apparaissent comme radicalement anti-Israël et qui répudient l'existence même de l'état sioniste et luttent pour le détruire. Nous ne pouvons comprendre la force obtenue par le Hamas que si nous comprenons cet espace laissé vacant, ainsi que le désespoir

⁵⁰ Extrait du document Charter of Hamas.

qui accompagne la situation d'encerclement, de misère et de répression dans laquelle vivent les palestiniens.

La Palestine, bien loin de la propagande encouragée par les sionistes et leurs alliés, était la région du Moyen Orient où l'influence politique des tendances religieuses était comparativement la plus faible de la zone. Il suffit de voir que l'OLP a été constitué avec une majorité très ample des tendances laïques, ce qui se traduit d'ailleurs dans la plate-forme précitée de 1969. Le poids qu'ont obtenu des mouvements tels que *Hamas* ou *Jihad* a été en rapport direct avec l'usure de la direction de l'ANP. Pour affirmer son autorité sur un morceau minuscule de territoire, Arafat a cédé et a accepté l'existence de l'état sioniste, a eu des éloges pour les politiciens labouristes israéliens et a abandonné les questions clef telles que la question des réfugiés et de la terre usurpée, et simultanément est retournée la répression contre les palestiniens mêmes. En ayant recours à une politique de terrorisme individuel et en accentuant leur nature religieuse par des appels au *Jihad* et au martyr, le *Hamas* est apparu alors comme une alternative intransigeante de combat contre Israël et a pris de l'importance parmi la jeunesse depuis la première Intifada.

Mais le projet d'état islamique est le contraire du projet de fondation de la résistance palestinienne. Il finit par fournir au sionisme des arguments et de créer l'union autour de lui ou de paralyser ceux qui doutent, ce qui n'aide en rien pour briser l'encerclement qui entoure la lutte palestinienne. La raison pour cela est essentiellement que le but du Hamas est de replacer un état théocratique, le sioniste, par un autre état théocratique, l'islamique. Essentiellement, cela veut dire abandonner la perspective d'un état démocratique, laïque et non-raciste comme celui qui figure dans la charte de 1969 de l'OLP. Il est la figure symétrique du sionisme dans le camp arabe, avec son aspect religieux et sa conception de l'état. Cela veut dire aussi la dictature théocratique sur les peuples de la région.

La grande révolution iranienne de 1979 a été déviée vers la voie sans issue de l'ordre bourgeois et enfermée dans le piège de la dictature des Ayatollahs, par la direction Khomeini. Celui-ci a imposé une République Islamique, c'est à dire, un état de caractère religieux. Les iraniens ont souffert les effets d'une telle proposition pendant maintenant déjà 20 ans, et cela veut dire entre autres l'exclusion des droits les plus essentiels pour toutes les femmes ou la proscription de toute activité de la gauche. Aujourd'hui, quand les iraniens questionnent cette dictature, la République Islamique montre sa vraie nature quand l'ayatollah Khamenei réprime les protestations démocratiques des jeunes iraniens, les syndicats indépendants et les conflits des travailleurs.

Dans notre opinion, la lutte de libération nationale et sociale de la Palestine exige, à part une confrontation avec la direction collaborationniste d'Arafat, une confrontation permanente avec les tendances fondamentalistes. Et la meilleure manière de le faire est de maintenir le soutien à la lutte contre l'état sioniste ainsi qu'un soutien aujourd'hui inconditionnel à l'Intifada, et d'encourager la solution d'une ***Palestine Démocratique, Laïque et Non Raciste***, comme partie de la lutte **socialiste dans tout le Moyen Orient**.

Déclaration

Le 13 octobre 2000, peu après qu'avait commencée la seconde Intifada, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale a publié une déclaration, dont voici l'entête :

Palestine

Il n'y aura pas de paix en Palestine sans la défaite
des agresseurs sionistes.
Les troupes d'Israël hors des territoires palestiniens !
Vive la nouvelle Intifada !
A bas le "Plan de Paix" !
Pour la constitution d'un
État Palestinien, laïque, démocratique et non raciste !

Nous vivons actuellement une agression de la part de l'armée d'Israël contre le peuple palestinien et une révolution de ce peuple en réponse à cette agression. C'est une obligation de toutes les organisations démocratiques et populaires, marxistes, partis politiques, organisations syndicales et de jeunes, d'élever la voix partout contre le massacre et en solidarité avec la Palestine.

Une fois de plus, la lutte d'un peuple veut garantir son autodétermination, contre l'ordre colonial en vigueur au service des intérêts des grandes métropoles impérialistes. Il est donc nécessaire d'organiser des manifestations devant les ambassades yankees et israéliennes, répudiant l'agression sioniste et exigeant le retrait immédiat des troupes israéliennes de Jérusalem et des territoires occupés. Il faut trouver les communautés palestiniennes dans chaque pays pour organiser une campagne de solidarité qui défend l'autodétermination du peuple palestinien. Nous allons entourer la révolution palestinienne (l'Intifada) de solidarité. La victoire des palestiniens sera une victoire de tous les peuples du monde sur le chemin de leur libération nationale et sociale.

Soutien inconditionnel
à l'Intifada du
peuple palestinien

Pour une
Palestine
laïque,
démocratique
et non raciste